

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 439

18 février 2012

SOMMAIRE

Cap Consultants International S.à r.l.	21049	FB Energy Trading S.à r.l.	21057
Cepia CFC S.à r.l.	21032	Feedback Gestion SPF	21045
ColLux CA S.à r.l.	21051	Fent S.A.	21057
Copper Acquisition S.à r.l.	21030	Ferrero Financial Services Luxembourg S.à r.l.	21045
Cozen s.à r.l.	21032	Fervalue S.à r.l.	21048
Eastwine S.A.	21030	Financière Victor I S.à r.l.	21046
EBIZU Sàrl	21030	Fincastle Re S.A.	21048
Eclair-Net Sàrl	21031	Finsbury Dials	21071
Efforts S.A.	21046	Finus SPF SA	21071
Egmont S.à r.l.	21031	Fläkt Woods Finance (Luxembourg) Sàrl	21048
Elina Invest Sàrl	21028	Fleurs Holcher S.à r.l.	21071
Enotec S.à r.l.	21031	Fleurs Schosseler S.à r.l.	21072
Entreprises NEU Sàrl	21028	Flinders International SA	21072
Epicerie Bloberg S.à r.l.	21031	Floripes Petit S.à r.l.	21072
Epicerie Chez M & B	21041	GELF Kuna-France (Lux) S.à r.l.	21050
EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Pla- nification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement)	21029	Globalance	21048
EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Pla- nification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement)	21029	Hagoratech	21026
EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Pla- nification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement)	21029	HOPI S.A.	21072
EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Pla- nification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement)	21030	iii European Property SICAV-FIS	21071
Euro Assistance Services S.A.	21028	Insitor Fund S.C.A.	21031
Euromed Finance S.à r.l.	21045	Luphar S.A.	21045
Favela Bar Sàrl	21048	Luximo (Luxembourg) S.à r.l.	21040
FB Energy Trading S.à r.l.	21050	Metales Polonia S.A.	21028
		Patron Bismarck S.à r.l.	21029
		PKP CARGO CFL International S.A.	21057
		Quadrat Holding 2	21041
		Quadrat Holding 3	21050
		Zadig Gestion (Luxembourg) S.A.	21041

Hagoratech, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3370 Leudelange, Zone Industrielle Grasbusch.

R.C.S. Luxembourg B 165.985.

—
STATUTS

L'an deux mil onze, le treize décembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1.- Monsieur Stéphane HARTERT, informaticien, né à Messancy (Belgique), le 27 décembre 1977, demeurant à B-6700 Bonnert (Belgique), 154, rue du Maitrank,

2.- Monsieur Olivier RAN MAGAZYNIER, informaticien, né à Berchem-Sainte-Agathe (Belgique), le 8 mai 1977, demeurant à B-6800 Seviscourt (Belgique), 108, rue au Camp,

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Hagoratech».

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Leudelange.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, par décision du ou des associés prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet l'achat et la vente de matériel informatique ainsi que la prestation de services informatiques.

D'une façon générale, elle peut faire toutes opérations commerciales, mobilières ou immobilières, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tout autre similaire ou connexe, ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune, réparties comme suit:

1.- Monsieur Stéphane HARTERT, préqualifié, cinquante parts	50
2.- Monsieur Olivier RAN MAGAZYNIER, préqualifié, cinquante parts	50
Total des parts: cent parts	100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant moyennant certificat bancaire.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Entre associés les parts sont librement cessibles.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non-associé qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de refus de cession le ou les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la déconfiture ou la faillite, de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 15. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 16. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2012.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à 980,- €.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1.- L'adresse du siège social de la société est fixée à L-3370 Leudelange, Rainbow Business Center, Zone Industrielle Grasbusch.

2.- Sont nommés pour une durée indéterminée:

- gérant technique: Monsieur Olivier RAN MAGAZYNIER, préqualifié,

- gérant administratif: Monsieur Stéphane HARTERT, préqualifié.

3.- La société est valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe du gérant technique et du gérant administratif.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Hartert, Ran Magazynier, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 décembre 2011. Relation: LAC/2011/55893. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le vendredi 30 décembre 2011.

Martine DECKER.

Référence de publication: 2012006160/104.

(120005311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2012.

Elina Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.092.

Par le présent avis, il convient de noter les changements suivants concernant Pcapital SGPS S.A., Associé Unique de la Société:

Le 27 octobre 2011, la Société Pcapital SGPS S.A. a fusionné et été absorbée par la Société Privado Holding, SGPS, S.A., ayant pour siège social le 12, rua Mouzinho da Silveira, 1250-167 Lisbonne, Portugal, et enregistré auprès du registre Zona Franca da Madeira, Portugal, sous le numéro 506625249.

De ce fait, l'Associé Unique de la Société est désormais Privado Holding, SGPS, S.A.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012006347/16.

(120006555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Entreprises NEU Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6415 Echternach, 7, rue Bréilekes.

R.C.S. Luxembourg B 96.243.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 11 janvier 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012006349/10.

(120006547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Metales Polonia S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 161.175.

Conformément à l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A. informe de la dénonciation de la convention de domiciliation conclue avec effet au 20 mai 2011 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

- *Société domiciliée:*

* Metales Polonia S.A.

* immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161175

* Dont le siège social sis au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg fait l'objet de la présente dénonciation

- *Agent domiciliataire:*

ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A. ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, et ce avec effet au 1^{er} janvier 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 6 janvier 2012.

ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2012006833/21.

(120006438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Euro Assistance Services S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2444 Luxembourg, 14, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 84.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006350/10.

(120006765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Planification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2651 Luxembourg, 13-15, rue Saint Ulric.

R.C.S. Luxembourg B 28.435.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006352/10.

(120006281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Patron Bismarck S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 102.592.

AUFLÖSUNG

Es erhellt aus einer Urkunde mit Datum vom 28. Dezember 2011 von Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, einregistriert in Luxemburg Actes Civiles., den. 3. Januar 2012, LAC/2012/339, dass die Liquidation der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Patron Bismarck S.à r.l.“ (in Liquidation), mit Sitz in L-2310 Luxembourg, 6, Avenue Pasteur, eingetragen im Luxemburger Handelsregister unter der Nummer B 102.592, gegründet durch den Notar Marc Lecuit, mit damaligem Amtssitz in Redange-sur-Attert, in Vertretung von Notar Gérard Lecuit, mit Amtssitz in Luxemburg, am 19. August 2004, im Luxemburger Amtsblatt Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations veröffentlicht unter der Nummer 1104 vom 2. November 2004.

Die Gesellschaft wurde in freiwillige Liquidation gesetzt gemäß einer Urkunde von Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg, am 16. Dezember 2011, noch nicht im Luxemburger Amtsblatt veröffentlicht.

Die Gesellschaft hat aufgehört zu bestehen.

Die Bücher, Register und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft werden für einen Zeitraum von mindestens fünf (5) Jahren nach dem Abschluss der Liquidation in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg aufbewahrt werden.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 January 2012.

Référence de publication: 2012007817/22.

(120008293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2012.

EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Planification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2651 Luxembourg, 13-15, rue Saint Ulric.

R.C.S. Luxembourg B 28.435.

Les comptes annuels au 31/12/2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006353/10.

(120006663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Planification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2651 Luxembourg, 13-15, rue Saint Ulric.

R.C.S. Luxembourg B 28.435.

Les comptes annuels au 31/12/2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006354/10.

(120006664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

EurEco S.à r.l. (Bureau de Conseil, de Planification et de Recherche appliquée en matière d'Environnement), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2651 Luxembourg, 13-15, rue Saint Ulric.

R.C.S. Luxembourg B 28.435.

Les comptes annuels au 31/12/2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006355/10.

(120006665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Copper Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.039.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.058.

EXTRAIT

Suite à l'apport de douze millions trente-neuf mille cinq cents (12.039.500) parts sociales, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune représentant l'intégralité du capital social de la Société, détenues par Copper Management S.à r.l. & Partners S.C.A., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 156043, il ressort que depuis le 30 décembre 2011, Copper International Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 166096, est le seul et unique associé de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 janvier 2012.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aérogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2012007543/24.

(120008428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2012.

Eastwine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 83.815.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006357/9.

(120006671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

EBIZU Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9838 Untereisenbach, 14, Am Ënneschten Eck.

R.C.S. Luxembourg B 117.424.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Arbo S.A.

Signature

Référence de publication: 2012006358/11.

(120006904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Eclair-Net Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 15, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 119.807.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'associée unique de Eclair-Net S.à.r.l. tenue le 14 décembre 2011 à 11.00 heures à Diekirch

Résolution

L'assemblée prend bonne note de la démission de Madame Maria SETTANNI au 31/12/2011 en sa qualité de gérante de la société.

Diekirch, le 14 décembre 2011.

Pour extrait conforme

Maria MICUCCI-SETTANNI

Référence de publication: 2012006359/15.

(120006401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Insitor Fund S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.630.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 23 décembre 2011 a accepté la démission de Madame Laetitia Vandegaer de son mandat de commissaire au sein du conseil de surveillance.

L'assemblée a appelé aux fonctions de commissaire, en remplacement du commissaire sortant, Monsieur Stéphane Sabella, né à Forbach (France), le 05 janvier 1980, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012006489/14.

(120006114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Egmont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 151.186.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006362/9.

(120006792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Enotec S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 120.011.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 30 décembre 2011.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2012006363/11.

(120006234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Epicerie Blobierg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4818 Rodange, 16, avenue Dr. Gaasch.

R.C.S. Luxembourg B 149.477.

—
Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EPICERIE BLOBIERG S.à r.l.

Référence de publication: 2012006365/10.

(120006942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Cozen s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 2B, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 143.054.

Constatation de cession de parts sociales

Les associés de la société COZEN S.à.r.l.ont constaté à l'unanimité, que, suite à une cession de parts sociales conclue sous seing privé par les parties intéressées et acceptée par les Gérants au nom de la société, il résulte que le capital social de la société se répartit désormais comme suit:

COSTANTINI GROUP S.A., avec siège social à L-3441 Dudelange, 23 avenue Grande- Duchesse Charlotte,	100
inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 134.286: cent parts sociales	100
Total: cent parts sociales	100

Dudelange, le 05/12/2010.

Pour extrait conforme

L'associé unique

COSTANTINI GROUP S.A

Représenté par son administrateur unique Monsieur Renato COSTANTINI

Les gérants

Renato COSTANTINI / Philippe DANZI

Gérant administratif / Gérant technique

Référence de publication: 2012007562/24.

(120007958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2012.

Cepia CFC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 165.955.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the fifth day of January.

Before Us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Has appeared:

Cepia, L.L.C., a limited liability company incorporated under the laws of the State of Missouri having its registered office at 121 Hunter Avenue, Suite 103, St. Louis, Missouri 63124, United States of America (the "Sole Shareholder")

represented by Me Alexandre Pel, licencié en droit, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 29 December 2011, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Cepia CFC S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Cepia CFC S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, certificates, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross-stream) or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross-stream) or any other company or entity as the Company may deem fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is established for an undetermined period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) divided into twenty thousand (20,000) shares with a par value of one United States Dollar (USD 1) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Any transfer of shares may only be made together with the concomitant transfer of an equal proportion of any securities convertible or exchangeable for shares issued by the Company from time to time to the transferor. Any convertible instruments issued by the Company which refer, in their terms and conditions, to the shares of the Company, shall be subscribed by the shareholder(s) of the Company holding such shares. In the event shares of a Company's shareholder are cancelled further to a share capital decrease, such shareholder is obliged to surrender a same proportion of the concerned convertible instruments held by him, if any, to the Company and this latter is obliged to redeem the said convertible instruments, if any, in accordance with the terms and conditions of the concerned convertible instruments.

Subject to the above, shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty four (24) hours in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation). In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound towards third parties by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by (i) the sole manager (if there is only one) or as the case may be by (ii) the board of managers or (iii) by any two of the managers acting together, it being understood that in the event of classes of managers, the delegation must be granted by one class A manager and one class B manager acting together (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the Articles of Association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change the nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Notwithstanding any provision of these articles of association to the contrary, the general meeting of the shareholders deliberating on the annual accounts shall be held at the registered office of the Company in Luxembourg.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31th December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31 December 2012.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, Cepia, L.L.C., the appearing party has subscribed and entirely paid-up the twenty thousand (20,000) shares.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twenty thousand United States Dollars (USD 20,000) is available to the Company.

Evidence of the payment of the subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately € 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The Sole Shareholder has forthwith taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are named managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company

- James Russel Hornsby, Jr., manager of companies, born in Florida, United States of America, on 31 January 1953 having his professional address at 121 Hunter Avenue, Suite 103, St. Louis, Missouri 63124, United States of America, as Class A manager;

- Richard Brekelmans, manager of companies, born in Amsterdam, The Netherlands, on 12 September 1960, having his professional address at 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, as Class B manager.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, duly represented, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, acting as here above stated, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le cinquième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Cepia, L.L.C., limited liability company, établie selon les lois d'Etat du Missouri dont le siège social est situé 121 Hunter Avenue, Suite 103, St. Louis, Missouri 63124, États-Unis d'Amérique (l'"Associé Unique"),

représenté par Me Alexandre Pel, licencié en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 29 décembre 2011 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte).

La partie comparante, ès qualités qu'elle agisse, a demandé au notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée Cepia CFC S.à r.l. (société à responsabilité limitée) qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par la comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Cepia CFC S.à r.l. (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans d'autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, des prêts, des participations dans des prêts, certificats de dépôts et toutes autres valeurs mobilières ou instruments financiers ou biens de toute sorte, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de dette ou de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre ou dette de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et entreprises ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient (y inclus upstream ou cross stream) ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité. La Société peut aussi faire saisir, transférer ou s'endetter ou créer autrement des garanties sur quelques uns ou tous ses biens.

D'une manière générale elle peut prêter assistance de toute manière (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autrement) aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (y compris horizontalement ou verticalement) ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Tout ce qui a été mentionné ci-dessus doit être entendu dans le sens le plus large et toute énumération n'est pas exhaustive ou limitative. L'objet de la Société comprend toute transaction ou contrat dans lesquels la Société est partie conformément avec ce qui a été mentionné ci-dessus.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Le Transfert de parts sociales peut être effectué seulement s'il intervient concomitamment avec un transfert des instruments financiers convertibles ou échangeables en parts sociales émis au cours du temps par la Société au cédant. Tous les instruments convertibles émis par la Société, dont les termes et conditions se réfèrent aux actions de la Société seront souscrits par l'/les associé(s) détenant de telles actions. Au cas où les actions d'un associé seront annulées suivant une réduction du capital, un tel associé sera obligé de remettre la même proportion des instruments financiers convertibles détenus par lui, le cas échéant, à la Société qui sera obligée de les rembourser, le cas échéant, en conformité avec les termes et conditions des instruments financiers convertibles en question.

Sous réserve de ce qui précède, les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou effectuer tous acte de disposition et d'administration tombant dans les objets de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale seront de la compétence du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. A l'égard des tiers, le gérant unique, ou le cas échéant, le conseil de gérance, a tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations en relation avec la Société qui ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale, ou tel que prévu dans les présents statuts.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue à tout moment uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature conjointe de deux gérants, à condition toutefois que dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par (i) le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par (ii) le conseil de gérance ou (iii) par deux gérants agissant ensemble, en étant bien entendu que en cas des différentes classes de gérants, le pouvoir sera accordée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B agissant ensemble (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants. Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toute personne qui est, ou qui a été gérant, dirigeant ou fondé de pouvoir de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée à raison de son mandat présent ou passé de gérant, dirigeant ou fondé de pouvoir et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans limitation, les honoraires d'avocats, frais, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou fondé de pouvoir:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de la conduite de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

Le droit à indemnisation prévu par les présentes, n'affectera aucun autre droit dont un gérant, dirigeant ou fondé de pouvoir peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant, dirigeant ou fondé de pouvoir et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telle personne. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants, dirigeants ou fondés de pouvoir en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du représentant ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Art. 9. Droits des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées des associés par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. (ii) Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Nonobstant toute disposition contraire de ces statuts, une assemblée générale des associés délibérant sur les comptes annuels sera tenue au siège social de la Société au Luxembourg.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année. Par dérogation, le premier exercice commence en date de constitution de la Société et finira le 31 décembre 2012.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance établit les comptes annuels au 31 décembre.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les

sociétés commerciales, telle que modifiée, dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, Cepia, L.L.C. a souscrit et intégralement libéré les vingt mille (20.000) parts sociales.

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées par paiement en espèces de sorte que la somme de vingt mille dollars américains (USD 20.000) est à la disposition de la Société. Preuve du paiement du prix de souscription a été montrée au notaire instrumentant.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait de sa constitution sont évaluées à environ € 1.500,-.

Résolutions de l'associée unique

L'Associée Unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
 - James Russel Hornsby, Jr., administrateur de sociétés, né le 31 janvier 1953 en Floride, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 121 Hunter Avenue, Suite 103, St. Louis, Missouri 63124, Etas-Unis d'Amérique, gérant de Classe A;
 - Richard Brekelmans, administrateur de sociétés, né à Amsterdam, Pays-Bas, le 12 septembre 1960, ayant son adresse professionnelle au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, gérant de Classe B.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, dûment représentée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, agissant ainsi qu'il a été dit, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A.Pel, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 janvier 2012. Relation: EAC/2012/330. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012004924/460.

(120004553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2012.

Luximo (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.800.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 124.733.

Auszug der Beschlüsse der alleinigen Gesellschafterin der gesellschaft vom 12. Januar 2012

Anlässlich der außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft vom 12. Januar 2012, beschloss die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft folgende Person mit sofortiger Wirkung als neuen Geschäftsführer der Gesellschaft bis zur Abhaltung der nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschaft im Jahre 2012 bezüglich der Jahresabschlüsse per 31. Dezember 2011 zu ernennen:

Herrn Oliver VOGEL, geboren am 23. November 1971 in Obermumpf (Schweiz), wohnhaft in Kaplaneiweg 7, 8916 Jonen (Schweiz);

Somit besteht die Geschäftsführung der Gesellschaft ab dem 12. Januar 2012 aus den vier folgenden Geschäftsführern:

1. Herr Herbert KAHLICH, geboren am 4. Februar 1944 in Idolsberg (Österreich), mit beruflicher Adresse in 11, Löwenstrasse, CH-8001 Zürich (Schweiz);

2. Herr Dr. Alexander GALLI, geboren am 7. Juli 1945 in Zug (Schweiz), wohnhaft in 20, Fallacher, CH-8126 Zumikon (Schweiz);

3. Herrn Oliver VOGEL, geboren am 23. November 1971 in Obermumpf (Schweiz), wohnhaft in Kaplaneiweg 7, 8916 Jonen (Schweiz);

4. Herr Pierre METZLER, geboren am 28. Dezember in Luxemburg (Luxemburg), mit beruflicher Adresse in 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. Januar 2012.

Référence de publication: 2012007169/26.

(120007568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Epicerie Chez M & B, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4620 Differdange, 65, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 104.247.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EPICERIE CHEZ M & B S.à r.l.

Référence de publication: 2012006366/10.

(120006941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Quadrat Holding 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 16.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 165.534.

Il résulte du transfert de parts sociales ordinaires de la Société en date du 20 décembre 2011, que 1.600.000 parts sociales ordinaires détenues dans la Société par GS Lux Management Services S. à r.l., ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88.045, ont été transférées à Quadrat Holding S.à r.l., ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 165.242 et qui détient désormais 1.600.000 parts sociales ordinaires de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Quadrat Holding 2

Maxime Nino

Gérant

Référence de publication: 2012006842/18.

(120006609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Zadig Gestion (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 154.248.

In the year two thousand eleven, on the fifteenth of December,
before Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg,

is held:

an extraordinary general meeting of shareholders of ZADIG GESTION (LUXEMBOURG) S.A. (the "Company"), a société anonyme having its registered office in L-1724 Luxembourg, 35, boulevard Prince Henri, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 154.248, incorporated pursuant to a notarial deed dated 21 June 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1727 of 24 August 2010.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 31 January 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1174 of 1 June 2011.

The meeting is opened at 3.00 p.m., with Mr Frank Stolz, private employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Ms Martine Zellinger, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Carla Louro, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1) Amendment of article 7.4.1. (i) and 7.4.2. of the articles of incorporation of the Company so as to give them the following wording:

7.4.1.

“(i) an amount equal to zero dot zero one (0.01) per cent, per annum of the Preferred Nominal Price, the latter amount being increased by any unpaid amount of zero dot zero one (0.01) per cent of the Preferred Nominal Price in respect of any previous Financial Year.”

“ **7.4.2.** No dividend payments or any other distribution may be paid or declared on any Shares pertaining to another class than the Preference Shares, nor shall any Shares pertaining to another class than the Preference Shares be redeemed or purchased by the Company, unless and until the aggregate of all Preference Dividends declared from the date of issue of the relevant Preference Shares is at least equal to a maximum of zero dot zero one (0.01) per cent, per annum of the Preferred Nominal Price compounded annually until the Dividend Payment Date (as defined below).”

2) Amendment of article 7.4.5. of the articles of incorporation of the Company so as to give it the following wording:

“ **7.4.5.** In any Financial Year, and in addition to any Preference Dividend paid, the Preference Shares may also confer further rights of participation in the profits of the Company. That participation in the profits is to be divided among the Shareholders pro rata according to the number of Shares held by each of them.”

3) Amendment of article 7.4.6. (iii) (B) of the articles of incorporation of the Company so as to give it the following wording:

“(B) on any date for payment of the balance of any Relevant Dividend determined in accordance with Article 7.4.6 (ii); becomes a debt due from and immediately payable by the Company to the Preference Shareholders pro rata according to the number of Preference Shares held by each of them, carrying an interest rate of one (1) per cent per annum compounded on an annual basis (calculated on the basis of a 365 calendar days year) in accordance with Article 1154 of the Luxembourg civil code.

4) Miscellaneous.

II.- That the present or represented shareholders, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxyholders of the represented shareholders will also remain attached to the present deed after having been initialled ne varietur by the persons appearing.

III.- That the whole share capital being present or represented at the present meeting, no convening notices were necessary, the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV.- That the present meeting representing the whole share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolves to amend article 7.4.1. (i) and 7.4.2. of the articles of incorporation of the Company so as to give them henceforth the following wording:

7.4.1.

“(i) an amount equal to zero dot zero one (0.01) per cent, per annum of the Preferred Nominal Price, the latter amount being increased by any unpaid amount of zero dot zero one (0.01) per cent of the Preferred Nominal Price in respect of any previous Financial Year.”

“ **7.4.2.** No dividend payments or any other distribution may be paid or declared on any Shares pertaining to another class than the Preference Shares, nor shall any Shares pertaining to another class than the Preference Shares be redeemed or purchased by the Company, unless and until the aggregate of all Preference Dividends declared from the date of issue of the relevant Preference Shares is at least equal to a maximum of zero dot zero one (0.01) per cent, per annum of the Preferred Nominal Price compounded annually until the Dividend Payment Date (as defined below).”

Second resolution:

The general meeting resolves to amend article 7.4.5. of the articles of incorporation of the Company so as to give it henceforth the following wording:

“ **7.4.5.** In any Financial Year, and in addition to any Preference Dividend paid, the Preference Shares may also confer further rights of participation in the profits of the Company. That participation in the profits is to be divided among the Shareholders pro rata according to the number of Shares held by each of them.”

Third resolution:

The general meeting resolves to amend article 7.4.6. (iii) (B) of the articles of incorporation of the Company so as to give it the following wording:

7.4.6. (iii)

“(B) on any date for payment of the balance of any Relevant Dividend determined in accordance with Article 7.4.6 (ii); becomes a debt due from and immediately payable by the Company to the Preference Shareholders pro rata according to the number of Preference Shares held by each of them, carrying an interest rate of one (1) per cent per annum compounded on an annual basis (calculated on the basis of a 365 calendar days year) in accordance with Article 1154 of the Luxembourg civil code.”

There being no further items on the agenda, the meeting is closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Whereupon, the present deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearers, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearers and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

After reading and interpretation to the appearers, the said appearers signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quinze décembre,

par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

se réunie:

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ZADIG GESTION (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 33, boulevard Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 154.248, constituée suivant acte notarié en date du 21 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1727 du 24 août 2010 (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 31 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1174 du 1 juin 2011.

L'assemblée est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Martine Zellinger, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Carla Louro, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Modification de l'article 7.4.1. (i) et 7.4.2. des statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

7.4.1.

«(i) un montant égal à zéro virgule zéro un (0,01) pour cent, par an de la Valeur Nominale Préférentielle, ce dernier montant étant augmenté par tout montant non payé de zéro virgule zéro un (0,01) pour cent de la Valeur Nominale Préférentielle relative à tout exercice social précédent.»

« **7.4.2.** Aucun paiement de dividende ou aucune autre distribution ne peut être payé ou déclaré pour toute Action relative à une autre classe que les Actions Préférentielles, ni toute Action relative à toute autre classe que les Actions Préférentielles ne peuvent être rachetées ou achetées par la Société, à moins que et jusqu'à ce que le total des Dividendes

Prioritaires déclarés à partir de la date d'émission des Actions Préférentielles concernées soit au moins égal à un maximum de zéro virgule zéro un (0,01) cent par an de la Valeur Nominale Préférentielle cumulée annuellement jusqu'à la Date de Paiement du Dividende (comme défini ci-dessous).»

2) Modification de l'article 7.4.5. des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **7.4.5.** Pour tout exercice social, et en plus de tout Dividende Prioritaire payé, les Actions Préférentielles peuvent également conférer des droits supplémentaires de participation dans les bénéfices de la Société. Cette participation aux bénéfices est à répartir entre les Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.»

3) Modification de l'article 7.4.6. (iii) (B) des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

7.4.6. (iii)

«(B) à toute date de paiement du solde de tout Dividende Concerné déterminé d'après l'Article 7.4.6 (ii); devient une dette due par et immédiatement payable par la Société aux Actionnaires Préférentiels au prorata du nombre d'Actions Préférentielles détenues par chacun d'eux, portant intérêt au taux de un (1) pour cent par an cumulés annuellement (calculés sur base d'une année calendaire de 365 jours) d'après l'Article 1154 du code civil luxembourgeois.»

4) Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article 7.4.1. (i) et 7.4.2. des statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

7.4.1.

«(i) un montant égal à zéro virgule zéro un (0,01) pour cent, par an de la Valeur Nominale Préférentielle, ce dernier montant étant augmenté par tout montant non payé de zéro virgule zéro un (0,01) pour cent de la Valeur Nominale Préférentielle relative à tout exercice social précédent.»

« **7.4.2.** Aucun paiement de dividende ou aucune autre distribution ne peut être payé ou déclaré pour toute Action relative à une autre classe que les Actions Préférentielles, ni toute Action relative à toute autre classe que les Actions Préférentielles ne peuvent être rachetées ou achetées par la Société, à moins que et jusqu'à ce que le total des Dividendes Prioritaires déclarés à partir de la date d'émission des Actions Préférentielles concernées soit au moins égal à un maximum de zéro virgule zéro un (0,01) cent par an de la Valeur Nominale Préférentielle cumulée annuellement jusqu'à la Date de Paiement du Dividende (comme défini ci-dessous).»

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article 7.4.5. des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **7.4.5.** Pour tout exercice social, et en plus de tout Dividende Prioritaire payé, les Actions Préférentielles peuvent également conférer des droits supplémentaires de participation dans les bénéfices de la Société. Cette participation aux bénéfices est à répartir entre les Actionnaires au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.»

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article 7.4.6. (iii) (B) des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«(B) à toute date de paiement du solde de tout Dividende Concerné déterminé d'après l'Article 7.4.6 (ii); devient une dette due par et immédiatement payable par la Société aux Actionnaires Préférentiels au prorata du nombre d'Actions Préférentielles détenues par chacun d'eux, portant intérêt au taux de un (1) pour cent par an cumulés annuellement (calculés sur base d'une année calendaire de 365 jours) d'après l'Article 1154 du code civil luxembourgeois.»

Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge sont évalués à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. STOLZ-PAGE, M. ZELLINGER, C. LOURO et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 décembre 2011. LAC / 2011 / 56930. Reçu soixante quinze euros € 75,

Le Receveur (signé): SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 19 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006784/188.

(120006145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Luphar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 133.416.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée a décidé de démissionner comme Administrateur avec effet 10 Janvier 2012

La Société KLIMT SA, enregistrée au Registro Publico Mercantil de Panama sous le numéro 613486 avec siège à Ricardo Arias Street Advanced Towers 1 Floor Panama City Panama.

Fait à Luxembourg, le 10 Janvier 2012.

Par procuration

Mme Margery Hélène

Référence de publication: 2012006542/14.

(120006711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Euomed Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 130.308.

—
Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2012006370/10.

(120006905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Feedback Gestion SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 35, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 153.416.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2012006374/10.

(120006169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Ferrero Financial Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves, Findel Business Center, Complexe B.

R.C.S. Luxembourg B 147.712.

—
Les comptes annuels au 31/08/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006375/9.

(120006239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Financière Victor I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 82.850,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 61, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 101.595.

—
EXTRAIT

Par résolution écrite en date du 3 janvier 2012, l'associé unique de la Société a

- accepté la démission de Monsieur Frank Thihatmar avec effet au 21 décembre 2011 en tant que gérant de la Société;
- nommé Monsieur Stefan Lambert en tant que gérant de la Société à partir du 22 décembre 2011 pour une durée indéterminée;

de sorte que le Conseil de Gérance de la Société se compose désormais comme suit:

William J. Janteschek, né le 28 août 1961 à New York aux États-Unis, gérant, Gérant

avec adresse professionnelle au 9 West 57 Street, Suite 4200, New York 10019, États-Unis

Dr. Jan Könighaus, né le 14 novembre 1972 à Pinneberg en Allemagne, gérant, Gérant

avec adresse professionnelle au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

Stefan Lambert, né le 8 janvier 1964 à Trêves en Allemagne, gérant avec adresse Gérant

professionnelle au 61, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Dr. Jan Könighaus

Gérant

Référence de publication: 2012006822/25.

(120006774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Efforts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 103.444.

L'an deux mille onze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «EFFORTS S.A.», (la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 23, Val Fleuri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 103.444, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 5 octobre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1266 du 9 décembre 2004. Les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour.

L'assemblée est déclarée ouverte et est présidée par Monsieur Damien MATTUCCI, juriste, avec adresse professionnelle à Strassen.

Le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Quentin BRASSEUR, juriste, avec adresse professionnelle à Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Line SCHUL, juriste, avec adresse professionnelle à Strassen.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010.

2.- Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article deux, premier alinéa, des statuts de la Société avec même effet.

3.- Mise en liquidation de la société avec effet immédiat.

4.- Nomination de la société «EUROTIME S.A.», ayant son siège social au 163, rue du Kiem L-8030 Strassen à la fonction de liquidateur.

5.- Détermination des pouvoirs du liquidateur.

6.- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.

7.- Divers

B) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

C) Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide d'approuver les comptes annuels de la Société clôturés au 31 décembre 2009 et décide de reporter à nouveau le résultat dudit exercice.

L'Assemblée Générale décide d'approuver également les comptes annuels de la Société clôturés au 31 décembre 2010 et décide également de reporter à nouveau le résultat dudit exercice.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la Société du 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat.

En conséquence, et avec même effet, l'article deux (2), premier alinéa des statuts de la Société est modifié, lequel alinéa aura désormais la teneur suivante:

Art. 2. (Premier alinéa). «Le siège de la société est établi dans la commune de Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de procéder à la dissolution de la Société et de prononcer sa mise en liquidation avec effet immédiat.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer comme seul liquidateur de la Société:

La société «EUROTIME S.A.», Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 56.177.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.

- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.

- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de donner décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Strassen, au nouveau siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes, et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants pré-mentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. MATTUCCI, Q. BRASSEUR, M.L. SCHUL, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 janvier 2012. Relation: EAC/2012/221. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012006361/79.

(120006256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Fläkt Woods Finance (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 85.987.

Par résolutions signées en date du 19 décembre 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Didier Forget, avec adresse professionnelle au 18, Avenue Louis Casai, 1209 Genève, Suisse, de son mandat de Gérant avec effet immédiat

2. Nomination de Fabian Sires, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de Gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2011.

Référence de publication: 2012006379/15.

(120006076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Fervalue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2632 Findel, Findel Business Center.

R.C.S. Luxembourg B 155.588.

Les comptes annuels au 31/08/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006376/9.

(120006739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Fincastle Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 57.632.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012006378/10.

(120006721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Favela Bar Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 83, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 146.359.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FAVELA BAR S.à r.l.

Référence de publication: 2012006381/10.

(120006939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Globalance, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 158.378.

L'assemblée générale ordinaire du 11 janvier 2012 a décidé de renouveler les mandats de Mme Petra Reinhard Keller ainsi que de Messieurs Jean-Paul Gennari, Guy Reiter et Eduard von Kymmel en tant que membres du conseil d'administration de Globalance.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2013:

- Petra Reinhard Keller, Membre du Conseil d'Administration

5, Kalanderplatz, CH-8045 Zurich

- Guy Reiter, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Jean-Paul Gennari, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Eduard von Kymmel, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

PricewaterhouseCoopers S.à r.l. a été réélu comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Jacqueline Siebenaller / Daniel Breger

Référence de publication: 2012007077/25.

(120007531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Cap Consultants International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 72, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 103.153.

—
Assemblée générale du 04/01/2012

- En vertu de l'acte de cession de parts

La société à responsabilité limitée CODEJA S.à r.l. immatriculée B 71771 au RCSL ayant son siège social à 18 rue Michel Rodange L-2430 Luxembourg a transféré 25 parts détenues dans la société à M Arnaud ZANDONA, né le 10/07/1980 à Metz en France, demeurant 7 rue des Capucins F-57000 METZ.

La société à responsabilité limitée SOFIDEXCO S.à r.l. immatriculée 378818983 au RCS de Verdun en France, ayant son siège social à 66 Avenue Miribel F-55104 à Verdun en France a transféré 12 parts détenues dans la société à M Didier HENRY, né le 26/05/1952 à Verdun en France, demeurant 3 rue Georges Jannin F-55430 BELLEVILLE SUR MEUSE.

Les associés de la société sont à présent:

M Arnaud ZANDONA	90 Parts Sociales
SOFIDEXCO S.à r.l.	98 Parts Sociales
M Didier HENRY	12 Parts Sociales

- Deuxième résolution

Révocation de M Didier HENRY, né le 26/05/1952 à Verdun en France, demeurant 3 rue Georges Jannin F-55430 BELLEVILLE SUR MEUSE du poste de gérant unique.

- Troisième résolution

Nomination de M Didier HENRY, né le 26/05/1952 à Verdun en France, demeurant 3 rue Georges Jannin F-55430 BELLEVILLE SUR MEUSE au poste de gérant technique.

Nomination de M Arnaud ZANDONA, né le 10/07/1980 à Metz en France, demeurant 7 rue des Capucins F-57000 METZ au poste de gérant administratif.

Fait à Luxembourg, le 04/01/2012.

Signature

Le gérant

Référence de publication: 2012007985/30.

(120008626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2012.

FB Energy Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 118.941.

—
Extrait des décisions prises par les associées en date du 28 décembre 2011.

La société à responsabilité limitée PricewaterhouseCoopers S.à r.l., RCS Luxembourg B n° 65477, avec siège social à L-1014 Luxembourg, 400, route d'Esch a été reconduite dans son mandat de réviseur d'entreprises agréé, chargée de l'audit des comptes annuels au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10.1.2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FB Energy Trading, S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012006382/16.

(120006128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Quadrat Holding 3, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 16.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 165.540.

—
Il résulte du transfert de parts sociales ordinaires de la Société en date du 20 décembre 2011, que 1.600.000 parts sociales ordinaires détenues dans la Société par GS Lux Management Services S. à r.l., ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88.045, ont été transférées à Quadrat Holding 2 SCA, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 165.548 et qui détient désormais 1.600.000 parts sociales ordinaires de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Quadrat Holding 3

Maxime Nino

Gérant

Référence de publication: 2012006844/18.

(120006605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

GELF Kuna-France (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 136.015.

—
EXTRAITS

L'adresse professionnelle du conseil de gérance concernant:

Mr Daniel Peeters a été modifiée au 28, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg avec effet au 1^{er} décembre 2011.

Mr Dominique Prince a été modifiée au 28, Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg avec effet au 1^{er} décembre 2011.

Changement d'adresse concernant l'associé suivant:

Il est noté qu'en date du 1^{er} décembre 2011, GELF Investments (Lux) S.à r.l. a changé d'adresse et se trouve au 28, boulevard d'Avranches L-1160 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Mailys Egan

Mandataire

Référence de publication: 2012006431/20.

(120006687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

ColLux CA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.400,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 150.040.

L'an deux mille onze, le vingt-neuf décembre,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de ColLux CA S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.040, constituée suivant un acte du notaire instrumentant, le 8 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 111 daté du 16 janvier 2010 (la Société).

ONT COMPARU

Colony Financial TRS L.L.C., une société à responsabilité limitée (limited liability company), constituée selon les lois de l'Etat du Delaware (USA), ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400 DE-19808 Wilmington, (USA), enregistrée auprès du Delaware Division of Corporations sous le numéro 4725683,

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 décembre 2011.

C-VIII Laguna Holding, L.L.C., une société à responsabilité limitée (limited liability company), constituée selon les lois de l'Etat du Delaware (USA), ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400 DE-19808 Wilmington, (USA), enregistrée auprès du Delaware Division of Corporations sous le numéro 4757092,

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 décembre 2011.

Colony Distressed Credit Fund, L.P., un limited partnership, constitué selon les lois de l'Etat du Delaware (USA), ayant son siège statutaire au 2711 Centerville Road, Suite 400, DE-19808 Wilmington (USA) et le centre d'administration principale au 2450 Broadway, 6th Floor, CA-90404 Santa Monica (USA), enregistrée auprès du Delaware Division of Corporations sous le numéro 4537687,

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 décembre 2011.

Cz2 Laguna S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.960,

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 décembre 2011.

Cz2 Laguna II S.à r.l., société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.286

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 décembre 2011

C-VIII Crystal Holding, L.L.C., a limited liability company, constituée selon les lois de l'Etat du Delaware (USA), ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400 DE-19808 Wilmington, (USA), enregistrée auprès de «Delaware Division of Corporations» sous le numéro 48 190 69,

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 décembre 2011.

Et

C-VIII Ford Holding, L.L.C., a limited liability company, constituée selon les lois de l'Etat du Delaware (USA), ayant son siège social au 2711 Centerville Road, Suite 400 DE-19808 Wilmington, (USA), enregistrée auprès du Delaware Division of Corporations sous le numéro 48 411 70,

ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 décembre 2011, (ensemble, les Associés).

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec celui-ci, aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que trente-sept million huit cent mille (37.800.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un millième d'Euro (EUR 0,001) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société sont dûment représentées à cette Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur tous les points de l'ordre du jour, ci-après reproduit;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Création d'une nouvelle classe de parts sociales (Parts sociales Traçantes de Classe D) auxquelles seront attachés les droits et obligations définis dans les statuts tels que modifiés ci-après;

2 Augmentation du capital social de la Société d'un montant de douze mille six cents Euros (EUR 12.600,-) et émission de douze million six cent mille (12.600.000) Parts Sociales Traçantes de Classe D ayant une valeur nominale d'un millième d'Euro (EUR 0,001) chacune pour le porter de son montant actuel de EUR 37.800,- à EUR 50.400,-;

3 Souscription et libération intégrale par Col Hunt Holdco B Limited des nouvelles Parts sociales Traçantes de Classe D, par voie d'apport en numéraire. paiement de l'augmentation de capital mentionnée au point 2. ci-dessus.

4 Refonte des articles 5.1., 16.3. des Statuts afin de refléter les changements mentionnés ci-dessus.

5 Modification des livres et registres de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout employé de Colony Luxembourg, S.à r.l. afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

6 Divers.

III. Que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de créer une nouvelle classe de parts sociales, Parts Sociales Traçantes de Classe D, auxquelles seront attachés les droits et obligations définis dans les Statuts tels que modifiés ci-après.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de

douze mille six cents Euros (EUR 12.600,-) pour le porter de son montant actuel de EUR 37.800,-(trente-sept mille huit cents Euros) à EUR 50.400,- (cinquante mille quatre cents euros) par l'émission de douze millions six cent mille (12.600.000) Parts Sociales Traçantes de Classe D ayant une valeur nominale d'un millième d'Euro (EUR 0,001) chacune.

Troisième résolution

Après avoir pris acte de la décision par C-VIII Laguna Holding, L.L.C., Cz2 Laguna S.à r.l., Cz2 Laguna II S.à r.l., C-VIII Ford Holding, L.L.C, Colony Distressed Credit Fund, L.P. Colony Financial TRS, L.L.C. et C-VIII Crystal Holding, L.L.C. de ne pas souscrire à l'augmentation de capital, l'Assemblée agréee.Col Hunt Holdco B Limited en tant que nouvel associé de la Société et décide d'accepter la souscription des parts nouvellement émises et d'en enregistrer le paiement comme suit:

Souscription - Paiement

Col Hunt Holdco B Limited, une limited company, constituée selon les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au Uglad House, PO Box 309, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Companies sous le numéro MC-259470 et ici représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 21 Décembre 2011, déclare souscrire à douze millions six cent mille (12.600.000) nouvelles Parts Sociales de Classe D d'une valeur nominale d'un millième d'Euro (EUR 0,001) chacune et les libérer entièrement par un apport en numéraire.

L'apport en numéraire à la Société d'un montant total de douze mille six cents Euros (EUR 12.600,-) est affecté au compte capital social nominal de la Société. Le montant total de douze mille six cents Euros (EUR 12.600,-) est immédiatement à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés décident de modifier les articles 5.1.et 16.3. des Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à cinquante mille quatre cents Euros (EUR 50.400,-) représenté par douze million six cent mille (12.600.000) Parts Sociales Traçantes de Classe A, douze million six cent mille (12.600.000) Parts Sociales Traçantes de Classe B, douze millions six cent mille (12.600.000) Parts Sociales Traçantes de Classe C et douze millions six cent mille (12.600.000) Parts Sociales Traçantes de Classe D (ci-après dénommées les "Parts Sociales" ou, chacune, une "Part Sociale"). Chaque Part Sociale a une valeur nominale d'un millième d'Euro (EUR 0,001). Le(s) détenteur(s) de Parts Sociales est/sont défini(s) ci-après comme le(s) "Associé(s) ".

Les Parts Sociales Traçantes de Classe A traceront tous les bénéfices et rendements liés à l'Investissement BAG (comme défini à l'article 16.3 des présents statuts) comme indiqué à l'article 16 des présents statuts.

Les Parts Sociales Traçantes de Classe B traceront tous les bénéfices et rendements liés à l'Investissement Crystal (comme défini à l'article 16.3 des présents statuts) comme indiqué à l'article 16 des présents statuts."

Les Parts Sociales Traçantes de Classe C traceront tous les bénéfices et rendements liés à l'Investissement Fjord (comme défini à l'article 16.3 des présents statuts) comme indiqué à l'article 16 des présents statuts."

Les Parts Sociales Traçantes de Classe D traceront tous les bénéfices et rendements liés à l'Investissement Hunt (comme défini à l'article 16.3 des présents statuts) comme indiqué à l'article 16 des présents statuts."

" Art. 16. Droit de distribution sur les parts.

16.3. Après l'affectation des bénéfices au compte de réserve légale ci-dessus et sous réserve de toutes dispositions obligatoires de la Loi, tous les autres bénéfices seront répartis et payés comme suit:

(a) les détenteurs des parts sociales de chaque classe auront, proportionnellement au capital investi par chacun d'entre eux en relation avec leur classe de parts sociales (valeur nominale et, le cas échéant, prime d'émission), droit à un dividende égal à (i) tous produits et revenus dérivés par la Société (en ce compris, sans limitation, les dividendes, gains en capital, bonis de liquidation, produits de vente et tous autres produits et revenus) de leur investissement direct acquis par les produits de souscription de parts sociales de cette classe, moins (ii) tous les coûts directement liés à cet investissement, les points (i) et (ii) étant déterminés par le Gérant de la Société.

(b) En tout état de cause, les détenteurs des Parts Sociales Traçantes de Classe A auront au moment de cette répartition, proportionnellement au capital investi par chacun d'entre eux en relation avec leur classe de parts sociales (valeur nominale et, le cas échéant, prime d'émission), par chaque porteur de Parts Sociales Traçantes de Classe A dans la Société droit à (i) tous produits et revenus dérivés par la Société (en ce compris, sans limitation, les dividendes, gains en capital, bonis de liquidation, produits de vente et tous autres produits et revenus perçus par la Société en relation avec son investissement direct dans Laguna CA Deutschland GmbH (le Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe A), moins (i) tous les coûts directement liés au Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe A, les points (i) et (ii) seront fixés par le Gérant de la Société (l'Investissement BAG).

(c) En tout état de cause, les détenteurs des Parts Sociales Traçantes de Classe B auront au moment de cette répartition, proportionnellement au capital investi par chacun d'entre eux en relation avec leur classe de parts sociales (valeur nominale et, le cas échéant, prime d'émission) par chaque porteur de Parts Sociales Traçantes de Classe B dans la Société droit à (i) tous produits et revenus dérivés par la Société (en ce compris, sans limitation, les dividendes, gains en capital, bonis de liquidation, produits de vente et tous autres produits et revenus perçus par la Société en relation avec son investissement direct dans Crystal CA Deutschland GmbH (le Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe B), moins (i) tous les coûts directement liés au Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe B, les points (i) et (ii) seront fixés par le Gérant de la Société (l'Investissement Crystal).

(d) En tout état de cause, les détenteurs des Parts Sociales Traçantes de Classe C auront au moment de cette répartition, proportionnellement au capital investi par chacun d'entre eux en relation avec leur classe de parts sociales (valeur nominale et, le cas échéant, prime d'émission) par chaque porteur de Parts Sociales Traçantes de Classe C dans la Société, droit à (i) tous produits et revenus dérivés par la Société (en ce compris, sans limitation, les dividendes, gains en capital, bonis de liquidation, produits de vente et tous autres produits et revenus perçus par la Société en relation avec son investissement direct dans Fjord NPL CA Deutschland GmbH (le Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe C), moins (i) tous les coûts directement liés au Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe C, les points (i) et (ii) seront fixés par le Gérant de la Société (l'Investissement Fjord).

(e) En tout état de cause, les détenteurs des Parts Sociales Traçantes de Classe D auront au moment de cette répartition, proportionnellement au capital investi par chacun d'entre eux en relation avec leur classe de parts sociales (valeur nominale et, le cas échéant, prime d'émission) par chaque porteur de Parts Sociales Traçantes de Classe D dans la Société, droit à (i) tous produits et revenus dérivés par la Société (en ce compris, sans limitation, les dividendes, gains en capital, bonis de liquidation, produits de vente et tous autres produits et revenus perçus par la Société en relation avec son investissement direct dans Hunt CA Deutschland GmbH (le Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe D), moins (i) tous les coûts directement liés au Revenu Net d'Investissement Traçant de Classe C, les points (i) et (ii) seront fixés par le Gérant de la Société (l'Investissement Hunt).

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier les livres et registres de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout employé de Colony Luxembourg, S.à r.l. afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en conséquence du présent acte s'élèvent approximativement à EUR 1.400,-(mille quatre cents Euros).

Le notaire soussigné qui comprend et parle français, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte es suivi d'une traduction anglaise, le texte français prévalant en tout état de cause.

Dont acte, fait et passé, à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and eleven, on the twenty-ninth day of December, before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of ColLux CA S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under the number B 150.040, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 8 December 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 111 dated 16 January 2010 (the Company).

THERE APPEARED:

Colony Financial TRS L.L.C., a limited liability company, established under the laws of the State of Delaware (USA), having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400 DE-19808 Wilmington, (USA) being registered with Delaware Division of Corporations under number 4725683,

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011.

C-VIII Laguna Holding, L.L.C., a limited liability company established under the laws of the State of Delaware (USA), having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400 DE-19808 Wilmington, (USA) being registered with Delaware Division of Corporations under number 4757092,

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011.

Colony Distressed Credit Fund, L.P., a limited partnership established under the laws of the State of Delaware (USA) with registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, DE-19808 Wilmington (USA) and principal place of business at 2450 Broadway, 6th Floor, CA-90404 Santa Monica (USA), registered with the Delaware Register under number 4537687,

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011.

Cz2 Laguna S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, Avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149.960,

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011.

Cz2 Laguna II S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, Avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 153.286,

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011.

C-VIII Crystal Holding, L.L.C., a limited liability company established under the laws of the State of Delaware (USA), having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400 DE-19808 Wilmington, (USA), being registered with Delaware Division of Corporations under number 48 10 69,

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011.

And

C-VIII Ford Holding, L.L.C., a limited liability company organized pursuant to the laws of the State of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808 (USA), registered with the Delaware Division of Corporations with under File No. 48 411 70, here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011, (together, the Shareholders).

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that thirty seven million eight hundred thousand (37,800,000) shares, with a par value of one thousandth of Euro (EUR 0.001) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. the agenda of the Meeting is as follows:

1. Creation of one additional class of shares (Class D Tracking) to which will be attached the rights and obligations defined in the articles of association of the Company, as amended hereafter;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) and the issuance of twelve million six hundred thousand (12,600,000) Class D Tracking Shares having a par value of one thousandth of Euro (EUR 0.001) each in order to bring the share capital from its current amount of EUR 37,800.-to EUR 50,400.

3. Subscription and payment by Col Hunt Holdco B Limited of the new Class D Tracking Shares, fully paid up by contribution in cash of the share capital increase mentioned under item 2 above;

4. Restatement of the articles 5.1., 16.3. of the Articles to reflect the above changes;

5. Amendment of the books and registers of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any employee of Colony Luxembourg, S.à r.l. to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the share register of the Company; and

6. Miscellaneous.

III. the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to create one additional class of shares, Class D Tracking Shares to which will be attached the rights and obligations defined in the articles of association of the Company, as amended hereafter,

Second resolution

The Meeting resolves to increase and hereby increase the share capital of the Company by an amount of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) in order to bring the share capital from its current amount of EUR 37,800.- (thirty-seven eight hundred Euros) to EUR 50,400 (fifty thousand four hundred Euro), by way of the issuance of twelve million six hundred thousand (12,600,000) Class D Tracking Shares having a par value of one thousandth of Euro (EUR 0.001) each.

Third resolution

After having acknowledging the decision by C-VIII Laguna Holding, L.L.C., Cz2 Laguna S.à r.l., Cz2 Laguna II S.à r.l., C-VIII Ford Holding, L.L.C, Colony Distressed Credit Fund, L.P. Colony Financial TRS, L.L.C. and C-VIII Crystal Holding, L.L.C not to subscribe to the capital increase, the Meeting approves Col Hunt Holdco B as new shareholder of the Company and resolves to accept the subscription of the newly issued shares and to register their payment as follows:

Subscription - Payment

Col Hunt Holdco B Limited, a limited company organized pursuant to the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Uglund House, PO Box 309, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies under No. MC-259470 and here represented by Ms Sara Lecomte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21 December 2011, declares that it subscribes to twelve million six hundred thousand (12,600,000) new Class D Tracking Shares having a par value of one thousandth of Euro (EUR 0.001) each and fully pays them up by a contribution in cash.

The contribution in cash to the Company in an aggregate amount of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) is allocated to the nominal share capital account of the Company.

The aggregate amount of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) is forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders resolve to amend articles 5.1.and 16.3.of the Articles, which shall henceforth read as follows:

" Art. 5. Share capital.

5.1. The share capital is fixed at fifty thousand four hundred Euro (EUR 50,400.) represented by twelve million six hundred thousand (12,600,000) Class A Tracking Shares, twelve million six hundred thousand (12,600,000) Class B Tracking Shares, twelve million six hundred thousand (12,600,000) Class C Tracking Shares and twelve million six hundred thousand (12,600,000) Class D Tracking Shares (hereafter referred to as the "Shares" and each as a "Share"). Each Share has a nominal value of one thousandth of Euro (EUR 0.001). The holder(s) of the Shares is/are together referred to as the "Shareholder(s)".

The Class A Tracking Shares shall track all profits and return linked to the BAG Investment (as defined in article 16.3 of these articles of associations) as set out in article 16 of these articles of association.

The Class B Tracking Shares shall track all profits and return linked to the Crystal Investment (as defined in article 16.3 of these articles of associations) as set out in article 16 of these articles of association."

The Class C Tracking Shares shall track all profits and return linked to the Fjord Investment (as defined in article 16.3 of these articles of associations) as set out in article 16 of these articles of association."

The Class D Tracking Shares shall track all profits and return linked to the Hunt Investment (as defined in article 16.3 of these articles of associations) as set out in article 16 of these articles of association."

" Art. 16. Distribution right on shares.

16.3. After the allocation of any profits to the above statutory reserve account and subject to any mandatory provisions of the Law, all further profits shall be distributed and paid as follows:

(a) the holders of the Shares of each class shall, pro rata the capital invested by each of them in respect of their shares (nominal value and, as the case may be, share premium), be entitled to a dividend equal to (i) any proceeds and income derived by the Company (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) from its direct investment in the assets acquired with the proceeds of the subscription for the Shares of such class, minus (ii) any costs directly related to such investment, items (i) and (ii) to be determined by the Manager of the Company;

(b) for the avoidance of any doubt, the holders of the Class A Tracking Shares at the time of such distribution, pro rata in accordance with the capital invested (nominal amount and, as the case may be, share premium) by each holder of Class A Tracking Shares in the Company in respect of such shares, shall be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) obtained by the Company in connection with its direct investment in Laguna CA Deutschland GmbH (the Class A Tracking Investment Net Income), minus (ii) any costs directly related to the Class A Tracking Investment Net Income, as (i) and (ii) to be determined by the Manager of the Company (the BAG Investment);

(c) for the avoidance of any doubt, the holders of the Class B Tracking Shares at the time of such distribution, pro rata in accordance with the capital invested (nominal amount and, as the case may be, share premium) by each holder of Class B Tracking Shares in the Company in respect of such shares, shall be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) obtained by the Company in connection with its direct investment in Crystal CA Deutschland GmbH (the Class B Tracking Investment Net Income), minus (ii) any costs directly related to the Class B Tracking Investment Net Income, as (i) and (ii) to be determined by the Manager of the Company (the Crystal Investment).

(d) for the avoidance of any doubt, the holders of the Class C Tracking Shares at the time of such distribution, pro rata in accordance with the capital invested (nominal amount and, as the case may be, share premium) by each holder of Class C Tracking Shares in the Company in respect of such shares, shall be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) obtained by the Company in connection with its direct investment in Fjord NPL CA Deutschland GmbH (the Class C Tracking Investment Net Income), minus (ii) any costs directly related to the Class C Tracking Investment Net Income, as (i) and (ii) to be determined by the Manager of the Company (the Fjord Investment).

(e) for the avoidance of any doubt, the holders of the Class D Tracking Shares at the time of such distribution, pro rata in accordance with the capital invested (nominal amount and, as the case may be, share premium) by each holder of Class D Tracking Shares in the Company in respect of such shares, shall be entitled to (i) any proceeds and income (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) obtained by the Company in connection with its direct investment in Hunt CA Deutschland GmbH (the Class D Tracking Investment Net Income), minus (ii) any costs directly related to the Class D Tracking Investment Net Income, as (i) and (ii) to be determined by the Manager of the Company (the Hunt Investment).

Fifth resolution

The Shareholders resolve to amend the books and registers of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes with power and authority to any employee of Colony Luxembourg, S.à r.l. to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks French, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French followed by an English version and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: S. LECOMTE, F. GIBERT, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 30 décembre 2011. Relation: LAC/2011/59142. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2012006273/334.

(120006525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

FB Energy Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 118.941.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FB Energy Trading S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012006383/11.

(120006148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Fent S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 62.327.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012006384/10.

(120006767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

PKP CARGO CFL International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 11, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.733.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendelf, den dreizehnten Dezember,
vor dem unterzeichnenden Notar Joëlle Baden, mit Amtssitz in Luxembourg
sind erschienen

1) Die Gesellschaft CFL Cargo, eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 11, Boulevard J.F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette (Luxembourg), eingetragen im Handelsregister in Luxembourg unter der Nummer B 60.314,

rechtmäßig hier vertreten durch Herr Fernand Rippinger, Chief Executive Officer, und Herr Alain Blau, Chief Financial Officer, beide mit Berufsanschrift in Esch-sur-Alzette,

handelnd aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 13. Dezember 2011, welche gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt um mit dergleichen einregistriert zu werden.

2) Die Gesellschaft PKP CARGO International a.s., eine Gesellschaft slowakischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Lazaretska 23, SK-81109 Bratislava (Slowakische Republik) eingetragen im Handelsregister in der Slowakei unter der Nummer 45 966 168,

rechtmäßig hier vertreten durch Herr Karl Meglitsch, Vorstandsvorsitzender, und Herr Grzegorz Piotr Fingas, Vorstandsmitglied, beide mit Berufsanschrift in Lazaretska 23, SK-81109 Bratislava (Slowakische Republik),

handelnd in ihrer Eigenschaft als alleinige Vorstandsmitglieder der Gesellschaft, welche diese gemäß Artikel 13 der Satzung mit ihrer gemeinsamen Unterschrift rechtskräftig verpflichten können.

Die Erschienenen, vertreten wie vorgenannt, ersuchen den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

Abschnitt I. - Rechtsform, Firmenname, Zweck des Unternehmens, Eingetragener Sitz, Dauer

Art. 1. Hiermit wird eine société anonyme, (die „Gesellschaft“) nach dem Recht von Luxemburg gegründet, für die die letzte Fassung des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das „Gesetz“) sowie der vorliegende Gesellschaftsvertrag maßgeblich sein sollen.

Art. 2. Die Gesellschaft wird gegründet in Firma „PKP CARGO CFL International S.A.“.

Art. 3. Der Zweck der Gesellschaft besteht im Kauf und Verkauf von Frachttransporten und anderen logistischen Dienstleistungen.

Die Gesellschaft kann anhand jedweder Mittel an anderen Gesellschaften beteiligen, insbesondere durch Kauf, Einlagen, Übernahme von Anteilen, Zusammenlegungen oder Zusammenschlüsse mit anderen Gesellschaften, Körperschaften oder Unternehmen, die den gleichen oder einen ähnlichen Zweck wie die Gesellschaft oder einen Zweck, der den der Gesellschaft ergänzt oder dem Zweck der Gesellschaft dienlich ist, verfolgen.

Die Gesellschaft kann jegliche kommerziellen, industriellen, finanziellen Tätigkeiten sowie Transaktionen mit beweglichem oder unbeweglichem Vermögen durchführen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Zweck der Gesellschaft zusammenhängen oder der Erfüllung ihres Zwecks dienlich sind.

Außerdem verfolgt die Gesellschaft den Zweck, Beteiligungen jedweder Form an anderen Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften sowie das Management und die Weiterentwicklung solcher Beteiligungen und die Kontrolle über selbige zu übernehmen.

Die Gesellschaft kann insbesondere alle Arten übertragbarer Wertpapiere im Wege von Beteiligungen, Zeichnungen, Optionen, Käufen oder auf andere Weise erwerben und sie sodann durch Verkauf, Übertragung, Tauschgeschäft oder auf andere Weise veräußern.

Die Gesellschaft kann weiterhin sämtliche Patente und Warenzeichen und damit verbundenen Lizenzen und Rechte erwerben, die aus solchen Patenten hervorgehen oder diese ergänzen.

Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder an der sie mittelbare oder unmittelbare Anteile hält, Beistand, Darlehen, Vorauszahlungen oder Garantien erteilen bzw. gewähren.

Die Gesellschaft kann jegliche kommerziellen, industriellen oder finanziellen Tätigkeiten sowie jegliche Rechtsgeschäfte mit unbeweglichem oder beweglichem Vermögen durchführen, die für die Erfüllung ihres Zwecks sachdienlich sein können.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus jegliche Tätigkeiten durchführen, die vorstehend nicht aufgeführt sind, solange sie nicht Gegenstand von Sonderregelungen sind.

Art. 4. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Eschsur-Alzette.

Der Verwaltungsrat kann eingetragene Verwaltungsstellen, Zweigniederlassungen, Agenturen oder Geschäftsstellen (als permanente Einrichtungen oder nicht) sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland einrichten.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann anhand eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland verlegt werden, soweit jener Beschluss unter den Bedingungen verabschiedet wird, die für Änderungen des Gesellschaftsvertrags gelten.

Soweit außergewöhnliche Umstände politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Beschaffenheit oder allgemeinere Umstände höherer Gewalt eintreten oder bevorstehen, die die gewöhnlichen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an dem eingetragenen Sitz oder die reibungslose Kommunikation mit diesem eingetragenen Sitz oder zwischen dem eingetragenen Sitz und dem Ausland erschweren, kann der eingetragene Sitz vorübergehend solange in das Ausland verlegt werden, bis die unüblichen Umstände vollständig beseitigt worden sind; diese vorübergehenden Maßnahmen haben allerdings keinerlei Auswirkungen auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des eingetragenen Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Die Erklärung über die Verlegung des eingetragenen Sitzes und die entsprechenden Benachrichtigungen an dritte Parteien werden vom Verwaltungsrat vorgenommen, der befugt ist, die Gesellschaft in Zusammenhang mit dem alltäglichen und laufenden Management zu binden.

Art. 5. Die Gesellschaft wird für einen unbefristeten Zeitraum gegründet.

Art. 6. Den Gläubigern, Vertretern, rechtmäßigen Eigentümern oder Erben von Gesellschaftern ist es unter keinen Umständen gestattet, die Besiegelung von Vermögenswerten und Dokumenten der Gesellschaft zu fordern oder sich in irgendeiner Weise in die Verwaltung der Gesellschaft einzumischen. Für die Ausübung ihrer Rechte haben sie sich auf die Bilanzen der Gesellschaft und die Entscheidungen der Gesellschafterversammlungen zu berufen.

Abschnitt II . - Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 7. Das Kapital der Gesellschaft beläuft sich auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000), aufgeteilt in zweiundsechzig (62) Anteile im Nennwert von je fünfhundert Euro (EUR 500).

Bei den Anteilen handelt es sich jetzt und in Zukunft um Namensaktien.

Die Anteile der Gesellschaft können nach dem Ermessen der Gesellschafter als einzelne Einheiten oder in Form von Aktienzertifikaten, die mehrere Anteile abdecken, ausgegeben werden.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile in Übereinstimmung mit den im Gesetz vorgeschriebenen Bedingungen und Konditionen zurückkaufen.

Art. 8. Vorkaufsrechte, gemeinsamer Ausstieg und Übereinkommensverfahren. Die Anteile sind übertragbar.

Jede Übertragung von Anteilen, außer gruppeninternen Übertragungen, gemäß der Definition im nachfolgenden Art. 9 des Gesellschaftsvertrags versteht sich vorbehaltlich der Einräumung eines Vorkaufsrechts und eines Übereinkommens zugunsten der anderen Gesellschafter im Rahmen des nachfolgend festgelegten Verfahrens.

Wenn einer der Gesellschafter alle oder einige der von ihm am Gesellschaftskapital gehaltenen Anteile übertragen möchte und über ein verbindliches und endgültiges Angebot eines außenstehenden potentiellen Übertragungsempfängers verfügt -vorbehaltlich der Befolgung der Regeln über Vorkaufsrechte, gemeinsamen Ausstieg oder Übereinkommen, wie nachstehend vorgesehen -, hat er den Verwaltungsrat sowie den/die anderen Gesellschafter per Einschreiben mit Rückantwortschein darüber zu informieren und dabei wie folgt anzugeben:

- die Anzahl der Anteile, die er übertragen möchte,
- Vorname/n, Familienname oder Bezeichnung der Gesellschaft (Firmenname und Rechtsform) und Anschrift des vorgesehenen Übertragungsempfängers;
- angebotener Verkaufspreis sowie alle weiteren Konditionen, die für den Erwerb der Anteile gelten sollen;
- Bestätigung des außenstehenden potentiellen Übertragungsempfängers, in der bescheinigt wird, dass er sich für den Fall einer nachfolgend vorgesehenen Aufforderung zum gemeinsamen Ausstieg zum Kauf der von den anderen Gesellschaftern gehaltenen Anteile verpflichtet.

Ein derartiges Schreiben entspricht einem Verkaufsangebot an den oder die Gesellschafter, die die anderen von der Gesellschaft ausgegeben Anteile halten („der/die verbleibende/n Gesellschafter“).

Ab Zugang jenes Angebots steht den verbleibenden Gesellschaftern ein Zeitraum von einem (1) Monat zur Verfügung, um dem Verwaltungsrat und dem übertragenden Gesellschafter per Einschreiben mit Rückantwortschein mitzuteilen, für welche der folgenden fünf Möglichkeiten sie sich entscheiden:

1) Ausübung ihres Vorkaufsrechts hinsichtlich der Gesamtheit der Anteile, die übertragen werden sollen, zu dem von dem außenstehenden potentiellen Übertragungsempfänger angebotenen Preis. Diese Option stellt die Annahme des von dem übertragenden Gesellschafter erteilten Verkaufsangebots dar, und die Übertragung ist in diesem Fall innerhalb von zwei (2) Monaten durchzuführen; oder

2) Verzicht auf die Wahrnehmung des Vorkaufsrechts, aber Verknüpfung der Übertragung an den außenstehenden potentiellen Übertragungsempfänger mit der Bedingung, dass dieser auch die Anteile der anderen Gesellschafter erwirbt, und dies zu Bedingungen, die nicht weniger günstig sein dürfen als die, die dem ersten übertragenden Gesellschafter angeboten wurden; oder

3) Verzicht auf die Wahrnehmung des Vorkaufsrechts und Zustimmung zu dem außenstehenden potentiellen Übertragungsempfänger. Soweit nicht innerhalb des genannten Zeitraums von drei (3) Monaten eine Antwort erteilt wird, wird dieses Versäumnis als Zustimmung zu dieser Option ausgelegt; oder

4) Verzicht auf die Wahrnehmung des Vorkaufsrechts, aber Verknüpfung der Zustimmung zu dem außenstehenden potentiellen Übertragungsempfänger mit dessen Übernahme der Gesamtheit aller Verbindlichkeiten, die der übertragende Gesellschafter ihnen gegenüber hat; oder

5) zunächst Verzicht auf die Wahrnehmung des Vorkaufsrechts ohne ausdrückliche Zustimmung zu dem außenstehenden potentiellen Übertragungsempfänger. In diesem Fall werden die Gesellschafter versuchen, innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Zeitpunkt der Bekanntgabe der Verweigerung der Zustimmung, einen anderen Käufer für die zur Übertragung angebotenen Anteile unter den Bedingungen zu finden, die der erste potentielle Übertragungsempfänger angeboten hat. Wenn nach Ablauf dieser Frist von zwei (2) Monaten aus Gründen, die der übertragende Gesellschafter nicht zu verantworten hat, kein neuer Käufer gefunden werden kann und die Gesellschafter ihre Entscheidung, die Anteile des übertragenden Gesellschafters nicht zu erwerben, entweder ausdrücklich oder durch Stillschweigen erneuern, wird dem Verwaltungsrat die Situation in die Unterlagen aufnehmen und dem übertragenden Gesellschafter mitteilen, dass er infolge der vorerwähnten Umstände die Verweigerung der Zustimmung ignorieren kann.

Der für den Erwerb jener Anteile zu zahlende Preis wird entweder einvernehmlich zwischen dem übertragenden Gesellschafter und dem oder den erwerbenden Gesellschaftern oder, soweit keine Einigung erzielt werden kann, von einem neutralen Wirtschaftsprüfer ausgehend von den Bilanzen der vorangegangenen drei Jahre festlegt.

Art. 9. Gruppeninterne Übertragungen. Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen sind Übertragungen von Anteilen an Unternehmen, die demselben Konzern wie der übertragende Gesellschafter angehören, ungehindert möglich. Zwecks Anwendung dieser Regelung werden folgende Unternehmen als Teil des Konzerns, dem auch der übertragende Gesellschafter angehört, betrachtet:

- jedes Unternehmen, daß unmittelbar oder mittelbar über 45% des Gesellschaftskapitals des übertragenden Gesellschafters hält;
- jedes Unternehmen, dessen übertragender Gesellschafter oder wiederum dessen Muttergesellschaft unmittelbar oder mittelbar über 45% des Gesellschaftskapitals hält.

Abschnitt III. - Verwaltung

Art. 10. Die Gesellschaft steht unter der Leitung des Verwaltungsrats, der wiederum aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die nicht notwendigerweise Gesellschafter sein müssen; sie werden von der Gesellschafterversammlung bestellt und können von ihr jederzeit aus ihren Ämtern enthoben werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Amtszeit von maximal sechs Jahren bestellt; sie können jedoch wieder gewählt werden.

Wenn der Posten eines Verwaltungsratsmitglieds frei wird, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder diesen freien Posten vorübergehend besetzen; in diesem Fall findet die endgültige Wahl bei der darauf folgenden Gesellschafterversammlung statt.

Das als Ersatz für einen anderen bestellte Verwaltungsratsmitglied wird das Mandat der Person erfüllen, deren Stelle er besetzt.

Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, den Verwaltungsratsmitgliedern und dem Schriftführer des Verwaltungsrats Vergütungen zukommen zu lassen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat wählt aus seinem Kreis einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden leitet der stellvertretende Vorsitzende die Sitzung; soweit beide Personen verhindert sind, wird der Vorsitz von einem Verwaltungsratsmitglied geführt, das von den anderen Verwaltungsratsmitgliedern für diesen Zweck bestellt worden ist.

Der Verwaltungsrat kann einen Schriftführer bestellen, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss.

Art. 12. Der Verwaltungsrat trifft so oft zusammen, wie es im Interesse der Gesellschaft erforderlich ist, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Der Verwaltungsrat trifft auf Anforderung des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden so oft zusammen, wie es im Interesse der Gesellschaft erforderlich ist. Er ist verpflichtet, Sitzungen abhalten, sobald dies von mindestens zwei Verwaltungsratsmitgliedern gefordert wird.

Einladungen erfolgen schriftlich anhand beliebiger Mittel und müssen die Tagesordnung der Sitzung beinhalten.

Die Sitzungen finden an dem in der Einladung angegebenen Ort statt.

Soweit sämtliche Mitglieder sich auf diesen Vorgang und auf die zu treffende Entscheidung einigen, kann jeder Beschluss des Verwaltungsrats auch schriftlich und ohne die Erfordernis einer Sitzung der Mitglieder gefasst werden. Eine Mitteilung über Verwaltungsratssitzungen ist sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern spätestens 10 (zehn) Tage vor dem für die Sitzung anberaumten Termin zu erteilen, außer in Notfällen, deren Beschaffenheit dann im Protokoll der Sitzung anzugeben ist.

In jeder Einladung sind Zeitpunkt, Ort und Tagesordnung der Sitzung aufzuführen.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann mündlich, schriftlich, per Fax, Kabel, Telegramm, Telex, anhand elektronischer Mittel oder sonstiger geeigneter Kommunikationsmittel benachrichtigt werden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann durch schriftliche Zustimmung oder durch Zustimmung per Fax, Kabel, Telegramm, Telex, anhand elektronischer Mittel oder sonstiger geeigneter Kommunikationsmittel auf Benachrichtigungen verzichten.

Soweit sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, kann eine Sitzung ohne vorherige Benachrichtigung abgehalten werden.

Für Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die in einem zu früherem Zeitpunkt per Beschluss des Verwaltungsrats angenommenen Zeitplan angegeben sind, sind keine separaten Benachrichtigungen erforderlich.

Eine Beschlussfähigkeit liegt vor, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder persönlich oder durch Stellvertreter anwesend ist.

Art. 13. Der Verwaltungsrat ist nur zum Handeln befugt, wenn mehr als die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einen seiner Kollegen bevollmächtigen, einschließlich per Brief, Fax oder anderer Kommunikationsmittel, die die Authentizität des Dokuments sowie die Identifikation des Autors des Dokuments sicherstellen, ihn zum Zeitpunkt der Beratungen des Verwaltungsrats zu vertreten und an seiner Stelle abzustimmen; ein Verwaltungsratsmitglied darf allerdings nur ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten.

Eine derartige Vollmacht gilt jeweils nur für eine Sitzung.

Alle Verwaltungsratsmitglieder können per Telefon, Videokonferenz oder anhand anderer geeigneter Telekommunikationsmittel, die es allen Teilnehmern ermöglichen, sich gegenseitig gleichzeitig zu hören, an Sitzungen des Verwaltungsrats teilnehmen.

Eine derartige Teilnahme gilt als persönliche Teilnahme an einer Verwaltungsratssitzung.

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmgleichheit steht dem Vorsitzenden der Sitzung keine ausschlaggebende Stimme zu.

Zum Zwecke der Feststellung der Beschlussfähigkeit und der Mehrheit gelten die Verwaltungsratsmitglieder, die anhand von einer effektiven Teilnahme ermöglichenden Fernkommunikationsmittel teilnehmen und deren Beiträge kontinuierlich weitergegeben werden, als an der Sitzung teilnehmende Mitglieder.

Ein von allen Verwaltungsratsmitgliedern schriftlich gefasster, genehmigter und unterzeichneter Beschluss ist genauso rechtswirksam wie ein Beschluss, der im Verlauf einer Verwaltungsratssitzung gefasst wird.

Die Beratungen des Verwaltungsrats werden durch ein Protokoll in einem besonderen Register aufgezeichnet, wobei dieses Protokoll von allen an einer Debatte teilnehmenden Mitgliedern zu unterzeichnen ist.

Kopien und Auszüge derartiger Protokolle müssen von dem Vorsitzenden, dem stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern als zutreffend bescheinigt werden.

In Notfällen hat ein von allen Verwaltungsratsmitgliedern schriftlich gefasster, genehmigter und unterzeichneter Beschluss die gleiche Bestandskraft wie ein Beschluss, der im Verlauf einer Verwaltungsratssitzung gefasst wird.

In diesen Fällen werden Beschlüsse oder Entscheidungen ausdrücklich getroffen und schriftlich als Rundschreiben formuliert und per normaler Post, E-Mail oder Telekopie oder per Telefon, Telekonferenz oder anhand geeigneter Telekommunikationsmittel übermittelt. Ein schriftlicher Beschluss kann in einem oder mehreren separaten Dokumenten mit demselben Inhalt abgefasst werden.

Art. 14. Dem Verwaltungsrat stehen die weitestgehenden Vollmachten für die Verwaltung und das Management der Gesellschaft und die Erfüllung des Unternehmenszwecks zu. Sämtliche Vollmachten, die nicht kraft Gesetz oder laut Gesellschaftsvertrag der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Art. 15. Der Verwaltungsrat kann das gesamte alltägliche Management der Gesellschaft oder einen Teil davon sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieses alltäglichen Managements an:

- ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder;
- einen oder mehrere geschäftsführende Direktoren, Geschäftsführer, Vertreter oder Handlungsbevollmächtigte, die aus dem Kreis des Verwaltungsrats ausgewählt worden sind oder nicht und die nicht notwendigerweise Gesellschafter sein müssen;
- an einen Managementausschuss delegieren.

Soweit mehrere allgemeine Vollmachten nebeneinander bestehen, wird der Verwaltungsrat die jeweiligen Aufgaben und Vollmachten festlegen.

Der Verwaltungsrat und die Delegierten für das alltägliche Management können im Rahmen dieses alltäglichen Managements Sondervollmachten an Handlungsbevollmächtigte delegieren.

Der Verwaltungsrat kann die unter den vorstehenden Punkten genannten Vollmachten und Mandate jederzeit widerrufen.

Er wird die Aufgaben, Vollmachten und Vergütungen der Personen, an die Befugnisse oder Mandate delegiert werden, entweder definitiv oder variabel festlegen.

Art. 16. Um die Gesellschaft vertreten zu können, sind die gemeinsamen Unterzeichnungen von jeweils zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von einem Verwaltungsratsmitglied und einem Bevollmächtigten erforderlich.

Die Durchführung einiger Entscheidungen des Verwaltungsrats sowie das alltägliche Management der Gesellschaft können durch einstimmigen Beschluss des Verwaltungsrats einem Managementausschuss anvertraut werden. Der Managementausschuss muss aus zwei Personen bestehen.

Abschnitt IV. - Aufsicht, Kontrolle der Jahresabschlüsse

Art. 17. Die Beaufsichtigung der Gesellschaft ist Aufgabe der externen Wirtschaftsprüfer.

Sie werden von der Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum von maximal sechs Jahren bestellt und können von ihr auch jederzeit aus ihren Ämtern enthoben werden. Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Anzahl der externen Wirtschaftsprüfer sowie deren Honorare.

Sinkt die Anzahl der externer Wirtschaftsprüfer infolge von Tod oder sonstiger Ereignisse auf weniger als die Hälfte der bestellten externer Wirtschaftsprüfer, ist der Verwaltungsrat verpflichtet, umgehend eine Gesellschafterversammlung zur Besetzung der frei gewordenen Posten einzuberufen.

Der eine oder mehrere bestellte externer Wirtschaftsprüfer können wieder gewählt werden.

Den externen Wirtschaftsprüfer stehen uneingeschränkte Befugnisse zur Beaufsichtigung und Kontrolle sämtlicher Tätigkeiten der Gesellschaft zu. Sie können die Geschäftsbücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen sämtliche Unterlagen der Gesellschaften prüfen, dürfen sie aber nicht entfernen.

Die externe Wirtschaftsprüfer haben insbesondere folgende Vollmachten:

- a) Kontrolle der Tätigkeiten der Gesellschaft;
- b) Zugriffnahme auf die Buchführungsunterlagen und sonstigen Dokumente der Gesellschaft;
- c) Einberufung von Gesellschafterversammlungen, soweit dies im Interesse der Gesellschaft erforderlich ist;
- d) Teilnahme an Gesellschafterversammlungen;
- e) Vertretung der Gesellschaft bei Verfahren vor Gericht oder sonstigen Behörden.

Die Kontrolle der Jahresabschlüsse und die Übereinstimmung des Geschäftsführungsberichts mit diesen Jahresabschlüssen sind von den externen Wirtschaftsprüfern sicherzustellen. Die externe Wirtschaftsprüfer können veranlassen, dass ihnen zwecks Verifizierung der Geschäftsbücher und Unterlagen der Gesellschaft ein Experte zur Seite steht.

Abschnitt V. - Gesellschafterversammlungen

Art. 18. Die ordnungsgemäß abgehaltene Gesellschafterversammlung besteht aus den Gesellschaftern der Gesellschaft. Ihr stehen die weitestgehenden Vollmachten zu, die Handlungen durchzuführen oder zu ratifizieren, an denen die Gesellschaft beteiligt ist.

Die Jahreshauptversammlung wird nach Maßgabe des Rechts von Luxemburg am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort innerhalb der Stadt oder Gemeinde des eingetragenen Sitzes am zweiten Mittwoch des Monats März um 12.00 Uhr (mittags) abgehalten. Soweit es sich bei diesem Tag um einen gesetzlichen Feiertag handelt, ist die Versammlung am darauf folgenden Geschäftstag abzuhalten.

Gesellschafterversammlungen, einschließlich Jahreshauptversammlungen, können jederzeit im Ausland abgehalten werden, soweit Umstände höherer Gewalt vorliegen; die diesbezüglich endgültige Entscheidung obliegt dem Verwaltungsrat.

Art. 19. Der Verwaltungsrat kann die Gesellschafterversammlung so oft einberufen, wie es seiner Ansicht nach im Interesse der Gesellschaft erforderlich ist. Eine Versammlung ist vom Verwaltungsrat so einzuberufen, dass sie innerhalb von einem Monat ab dem Zeitpunkt abgehalten wird, an dem ein oder mehrere Gesellschafter, die mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals innehaben, eine Einberufung unter Angabe der Tagesordnung schriftlich gefordert haben.

In den Einladungen zu Gesellschafterversammlungen ist die Tagesordnung anzugeben und sie sind in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften zu erteilen.

Einladungen sind allerdings nicht erforderlich, wenn sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Tagesordnung bereits informiert zu sein.

Es dürfen nur die Punkte besprochen bzw. verhandelt werden, die in der Tagesordnung aufgeführt sind, es sei denn, die das gesamte Gesellschaftskapital vertretenden Gesellschafter beschließen einstimmig die Abhandlung weiterer Punkte.

Art. 20. Bei jeder Gesellschafterversammlung wird eine Anwesenheitsliste erstellt.

In dieser Anwesenheitsliste sind die Namen und eingetragenen Sitze der anwesenden oder vertretenen Gesellschafter sowie die Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile anzugeben. Die Liste ist von sämtlichen anwesenden Gesellschaftern und den Vertretern der vertretenen Gesellschafter zu unterzeichnen und vom Vorsitzenden der Versammlung zu zutreffend zu bescheinigen.

Jedes Mitglied der Gesellschafterversammlung hat pro von ihm gehaltenem und/oder vertretenem Anteil das Recht auf Abgabe einer Stimme.

Art. 21. Die Gesellschafterversammlung wird von dem Verwaltungsratsvorsitzenden oder, soweit dieser verhindert ist, vom stellvertretenden Verwaltungsratsvorsitzenden oder, soweit beide vorgenannten Personen verhindert sind, von einem von seinen Kollegen bestellten Verwaltungsratsmitglied geleitet.

Der Vorsitzende der Versammlung wählt einen Schriftführer und die Versammlung zwei Beobachter aus.

Soweit sämtliche Gesellschafter der Gesellschaft zustimmen, kann die Gesellschafterversammlung auch anders als in Form einer Sitzung abgehalten werden. Jeder Gesellschafter kann teilnehmen, indem er schriftlich oder per Fax, Kabel, Telegramm, Telex, anhand elektronischer Mittel oder anderer geeigneter Telekommunikationsmittel eine andere Person zu seinem Vertreter bestellt; diese andere Person muss nicht notwendigerweise auch Gesellschafter sein.

Art. 22. Soweit das Gesetz oder der vorliegende Gesellschaftervertrag keine anderweitigen Regelungen enthalten, kann die Gesellschafterversammlung unabhängig von der Höhe des vertretenen Gesellschaftskapitals tätig werden und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet. Eine Beschlussfähigkeit der Gesellschafterversammlung liegt vor, wenn mehr als die Hälfte der Gesellschafter anwesend sind, es sei denn, das Gesetz sieht eine andere Mehrheit vor. In diesem Fall berät und verhandelt die Gesellschafterversammlung mit der im Gesetz festgelegten Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft kann geändert werden, und die Verbindlichkeiten der Gesellschafter können nur mit der einstimmigen Genehmigung der Mitglieder und Obligationenhaber erhöht werden.

Sämtliche Verwaltungsratsmitglieder können den Gesellschafterversammlungen beiwohnen und dort das Wort ergreifen.

Art. 23. Die Verhandlungen der Gesellschafterversammlung werden in einem Protokoll festgehalten, das von dem Vorsitzenden, dem Schriftführer und den Beobachtern der jeweiligen Sitzung sowie von den anwesenden Gesellschaftern und den Vertretern der vertretenen Gesellschafter, die dies fordern, unterzeichnet wird.

Kopien und Auszüge dieser Protokolle sind von dem Vorsitzenden oder vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern als zutreffend zu bescheinigen.

Art. 24. Der Gesellschafterversammlung stehen die weitestgehenden Vollmachten zu, um die sich auf die Gesellschaft beziehenden Handlungen anzunehmen und zu ratifizieren; insbesondere ist die Gesellschafterversammlung zur Vornahme folgender Maßnahmen befugt:

- a) Änderung der Satzung,
- b) Entscheidung über die Erhöhung oder Reduzierung des Gesellschaftskapitals, über die Autorisierung des Verwaltungsrats zur Erhöhung des Gesellschaftskapitals und Ausgabe von Obligationen,
- c) Bestellung und Amtsenthebung von Verwaltungsratsmitgliedern,
- d) Festlegung der Vergütung für die Verwaltungsratsmitglieder,
- e) Bestellung und Amtsenthebung der externer Wirtschaftsprüfer,
- f) Festlegung des Honorars für die externer Wirtschaftsprüfer,
- g) Genehmigung der Abschlüsse und sonstigen Berichte,
- h) Abstimmungen zur Billigung von Angelegenheiten,
- i) Verabschiedung eines Beschlusses über die Liquidation der Gesellschaft,
- j) sowie die Verabschiedung weiterer Beschlüsse auf der Grundlage des Gesetzes und des Gesellschaftsvertrags.

Abschnitt VI. - Geschäftsjahr, Jahresabschlüsse, Gewinne, Zuweisungen

Art. 25. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Kalenderjahres.

Zum 31. Dezember eines jeden Jahres wird der Verwaltungsrat eine Bestandsaufnahme vornehmen und die jährliche Gewinn- und Verlustrechnung sowie die Bilanz nach Maßgabe des Gesetzes erstellen.

Die Bestandsaufnahme und die Jahresabschlussunterlagen der Gesellschaft müssen von einem oder mehreren neutralen Wirtschaftsprüfern geprüft werden.

Art. 26. Der Habenbetrag der Gewinn- und Verlustrechnung stellt nach Abzug der Ausgaben, Kosten, Amortisationen, Belastungen und Rückstellungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar.

Der Nettogewinn der Gesellschaft wird wie folgt aufgeteilt:

1. Mindestens fünf Prozent (5%) werden der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Dieser Abzug muss nur soweit erfolgen, wie es gesetzlich zwingend vorgeschrieben ist.

2. Die Gesellschafterversammlung kann mit der nach dem Gesetz vorgeschriebenen Mehrheit beschließen, dass der Überschuss proportional zu den von ihnen jeweils gehaltenen Anteilen als Dividende an die Gesellschafter ausgeschüttet oder aber vorgetragen oder einer außergewöhnlichen Rücklage zugewiesen wird.

Der Verwaltungsrat kann vor Ablauf eines jeweiligen Geschäftsjahres in Übereinstimmung mit dem Gesetz die Zahlung von Zwischendividenden beschließen.

Abschnitt VII. - Liquidation

Art. 27. Eine Auflösung und Liquidation der Gesellschaft sowie die zugehörigen Bedingungen müssen von der Gesellschafterversammlung mit der im Gesetz vorgeschriebenen Mehrheit verabschiedet werden.

Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von den zum betreffenden Zeitpunkt amtierenden Verwaltungsratsmitgliedern vorgenommen, es sei denn, die Gesellschafterversammlung beschließt die Bestellung von einem oder mehreren Abwicklern.

Die Befugnisse der Abwickler sowie die Abwicklungsverfahren unterliegen den im Gesetz getroffenen Regelungen.

Abschnitt VIII. - Allgemeines

Art. 28. Das Gesetz gilt insoweit, wie der vorliegende Gesellschaftsvertrag keine anderweitigen Regelungen enthält.

Art. 29. Die verbindliche Fassung dieses Gesellschaftsvertrags ist die englische Fassung.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2012.

2) Die erste jährliche Generalversammlung wird im Kalenderjahr 2013 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Alle zweiundsechzig (62) Aktien werden wie folgt gezeichnet:

- CFL Cargo, vorgeannt, einunddreißig Aktien	31
- PKP CARGO International a.s., vorgeannt, einunddreißig Aktien	31
TOTAL: zweiundsechzig Aktien	62

Alle Aktien werden voll in bar eingezahlt so daß die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000)verfügt, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr zweitausend Euro (EUR 2.000).

Beschlüsse des Alleinigen Aktionärs

Sodann hat der Erschienene, welcher das gesamte Kapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf vier (4) festgelegt.
2. Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - a) Herr Fernand Rippinger, Chief Executive Officer CFL cargo, geboren am 17. Oktober 1954 in Esch-sur-Alzette, Luxemburg, geschäftsansässig in 11, boulevard J.-F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette;
 - b) Herr Alain Blau, Chief Financial Officer CFL cargo, geboren am 10. April 1974 in Luxemburg, geschäftsansässig in 11, boulevard J.-F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette;
 - c) Herr Sylwester Pruchniewski, Commercial Director PKP CARGO International, geboren am 12. Juli 1970 in Ilawa, Polen, geschäftsansässig in Lazaretska 23, SK-81109 Bratislava;
 - d) Frau Diana Batko-Wardecka, Dyrektor Biura Nadzoru Wlascielskiego, geboren am 30. November 1973 in Myslenice, Polen, geschäftsansässig in Grojecka 17, PL-02-221 Warszawa.

3° Zum externen Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Deloitte S.A., eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister in Luxemburg unter der Nummer B 67.895.

4° Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2016. Das Mandat des externen Wirtschaftsprüfers enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2013.

5° Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 11, boulevard J.-F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Luxemburg, 9, place de la Gare, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen des Vertreters der vorgenannten Parteien diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in englischer Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vertreter der vorgenannten Parteien, hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Follows the English translation of the German text:

In the year two thousand and eleven, on the thirteenth of December,
before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

there appeared

1) CFL Cargo, a company incorporated under Luxembourg law, with registered office at 11, boulevard J.-F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 60.314,

duly represented by Mr Fernand Rippinger, Chief Executive Officer, and Mr Alain Blau, Chief Financial Officer, both with professional address in Esch-sur-Alzette,

by virtue of a proxy under private seal given in Luxembourg, on 13 December 2011, which will remain attached to the present deed to be registered therewith.

2) The company PKP CARGO International a.s., a company incorporated under Slovak law, with registered office at Lazaretska 23, SK81109 Bratislava, recorded with the Slovak Trade and Companies' Register under number 45 966 168,

duly represented by Mr Karl Meglitsch, Vorstandsvorsitzender, and Mr Grzegorz Piotr Fingas, Vorstandsmitglied, both with professional address in Lazaretska 23, SK-81109 Bratislava,

acting in their capacity as the sole directors of the company, duly authorized to bind it by their joint signature pursuant to the provisions of article 13 of its articles of incorporation.

Such appearing parties, represented as stated above, request the undersigned notary to record the following articles of incorporation of a société anonyme, which they declare organised as follows:

Heading I. - Form, Corporate name, Corporate purpose, Registered office, Duration

Art. 1. There is hereby formed a société anonyme (the "Company") under Luxembourg law to be governed by the amended law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law"), as well as by the present Articles of Association.

Art. 2. The Company shall bear the corporate name "PKP CARGO CFL International S.A.".

Art. 3. The corporate purpose of the Company is the purchase and sale of freight transports and other logistic services.

The Company may become interested by any means, and in particular by way of purchase, contribution, the taking of participating interests, merger or alliance to any other company, entity or enterprise with a similar, analogous or complementary to its own or of such nature as to favour it.

It may carry out all and any commercial, industrial, financial, movable or real estate operations directly or indirectly relating to its corporate purpose or likely to facilitate its fulfilment.

The Company also has as its corporate purpose the taking of participating interests in whatsoever form in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The Company may in particular acquire all types of transferable securities either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, and realise the same by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and manage all patents and trademarks and connected licences and rights deriving from those patents or complementary thereto.

The Company may borrow and grant any assistance, loans, advances or guarantees to companies in which it holds participation or in which it has a direct or indirect interest.

The Company may carry out all and any commercial, industrial or financial operations as well as all and any transactions on real estate or movable property which it may deem useful in the fulfilment of its corporate purposes.

The Company may carry out any activity not indicated above, provided that it is not specially regulated.

Art. 4. The registered office of the Company shall be located in Esch-sur-Alzette.

The Board of Directors may set up administrative registered offices, branches, agencies or offices (whether or not within a permanent establishment), both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of a General Meeting of shareholders adopted under the conditions required for amendment of the Articles of Association.

In the event that extraordinary events of a political, economic or social nature, or more generally events of force majeure likely to compromise normal business at the registered office or ease of communication with this registered office or between that registered and abroad shall occur or be imminent, the registered office may temporarily be transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measure shall however have no effect whatsoever on the nationality of the Company which, notwithstanding this provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg company.

Such declaration of transfer of the registered office shall be made and brought to the knowledge of third parties by the Board of Director authorised to bind the Company for acts pertaining to its daily and current management.

Art. 5. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders.

Heading II. - Corporate capital, Shares

Art. 7. The Company's share capital is fixed at thirty one thousand euro (EUR 31,000) represented by sixty-two (62) shares with a nominal value of five hundred euro (EUR 500) each.

The shares are and shall remain in registered form.

The shares of Company may be created, at the discretion of the shareholders, in single units or as certificates representing several shares.

The Company may redeem its own shares subject under terms and conditions stipulated in the Law.

Art. 8. Pre-emption, joint exit and agreement procedure.

The shares are transferable.

Any transfers of shares, outside of intra-group transfers such as defined in Article 9 of the Articles of Association below, shall be subject to a preemption right and agreement for the profit of the other shareholders, according to the procedure given hereafter.

Whenever one of the shareholders wishes to transfer all or part of the shares he holds in the corporate capital of the Company and holds a binding and final offer – under reserve of abidance by the rules pertaining to the right of pre-emption, joint exit or agreement provided for hereafter – from a third party candidate transferee, he must inform the Board of Directors and the other shareholder(s) by registered letter with acknowledgement of receipt, by indication of:

- the number of shares whose transfer is considered;
- the first name(s), last name, or denomination of the company (name and legal form) and address of the proposed transferee;

- the offered sales price and any additional conditions applying to the acquisition of such shares;
- as well as the confirmation by the candidate transferee that he undertakes to buy the shares held by the other shareholders in case of a request for joint exit as provided for below.

Such letter shall be equivalent to a sales offer to the one or more shareholders holding the remaining shares issued by the Company (hereafter the “remaining shareholder(s)”).

From receipt of that offer the remaining shareholders shall then have a period of one (1) month to indicate by way of registered letter with acknowledgement of receipt to the Board of Directors and to the transferor for which of the following five possibilities they choose:

1) to exercise their right of pre-emption for the aggregate of the shares for which a transfer is proposed at the price offered by the third party transferee. This represents an acceptance of the sales offer proposed by the transferor, and then the transfer must be carried out within two (2) months; or

2) they waive their right of pre-emption but subordinate the transfer to the candidate third party transferee on the condition that the latter also acquires their own shares and this, according to conditions which cannot be less favourable than those benefiting the initial transferor; or

3) they waive their right of pre-emption and agree on the candidate third party transferee. Any default in answering within the above mentioned three (3) month period shall be considered as equivalent to that option; or

4) they waive their right of pre-emption but subordinate the agreement of the candidate third party transferee to the takeover by the latter of the aggregate of the commitments subscribed by the transferor towards them; or

5) they first waive their right of pre-emption but do not expressly agree the third party transferee. In that event, they shall try to find within a period of two (2) months from the agreement refusal is notified another purchaser for the shares offered for transfer according to the same conditions as those offered by the initial candidate third party transferee who was not agreed on. If upon expiry of that two (2) months delay no new purchaser has been found, for reasons not resting with the transferor, and if the shareholders renew their decision, whether expressly or through their silence, not to acquire the transferor’s shares, then the Board of Directors shall record the situation and inform the transferor that as a result of the above, he can ignore the agreement refusal.

The price payable for the acquisition of these shares shall be determined either by common agreement between the transferor shareholder and the one or more acquiring shareholders or, lacking this agreement, by an independent auditor, on the basis of the balance sheets for the previous three years.

Art. 9. Intra-group transfers. The above provisions notwithstanding, the transfer of shares to companies belonging in the same corporate group as the transferor shareholder are entirely free. For the purpose of the application of this provisions, shall be considered as being part of the group of the transferor shareholder:

- any company directly or indirectly holding more than 45% of the share capital of the transferor shareholder;
- any company whose transferor shareholder or his parent company directly or indirectly holds more than 45% of the share capital.

Heading III. - Administration

Art. 10. The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members who need not be shareholders, appointed by the General Meeting and removable by said General Meeting at any time.

The Directors are appointed for a term of office that may not exceeding six years; they shall be eligible for re-election.

In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors may provisionally fill such vacancy, in which case the next following General Meeting of shareholders shall proceed to the final election.

The Director appointed as a replacement for another shall complete the mandate of the one he replaces.

The General Meeting may decide to allocate compensation to the Directors and to the secretary of the Board of Directors.

Art. 11. The Board of Directors shall elect a Chairman and a Vice-Chairman from within its members. In the event of the absence of the Chairman, the meeting may be chaired by the Vice-Chairman or, where both are impeded, by a Director designated within other members of the Board of Directors.

The Board of Directors may designate a secretary, who may be chosen from outside the Board of Directors.

Art. 12. The Board of Directors shall meet as often as the interest of the Company request it. However, at least once a year.

The Board of Directors shall meet upon call from either its Chairman or its Vice-Chairman, as often as the interest of the Company so demands. It must be convened each time two Directors at least so require.

Convening notices shall be given in writing by any means whatsoever and shall contain the agenda of the meeting.

Meetings shall be held at such place as shall be indicated in the convening notices.

Where all members agree on this procedure and on the decision to be taken, any decision of the Board of Directors may also be taken in writing and without the said members needing to meet. Notice of any meeting of the board of

directors shall be given to all directors at least 10 (ten) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time, place and agenda of the meeting.

Notice can be given to each director by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram or telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each director.

The meeting will be duly held without prior notice if all the Directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors.

The majority of directors present in person, by proxy are a quorum.

Art. 13. The Board of Directors may only deliberate if more than one half of its members are present or represented.

The Directors may grant a mandate including by letter, fax or any other means of communication ensuring the authenticity of the document as well as the identification of the person being the author of said document to one of their colleagues allowing such attorney to represent them at the time of deliberations of the Board of Directors and to vote in their stead; a given member of the Board however may represent only one member of the Board.

Such mandate shall only be valid for a single meeting.

Any and all directors may participate in a meeting of the Board of Directors by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the Directors.

Decisions shall be taken at a majority of the votes expressed by those Directors either present or represented at each meeting. Where at the time of a meeting there is a tie between positive and negative votes, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Shall be considered as present in view of the calculation of the quorum and majority those Directors taking part in the meeting of the Board by way of remote communication means guaranteeing an effective participation in the meeting, which deliberations are forwarded on a continuous basis.

Any decision taken in writing, approved and signed by all Directors, shall be just as effective as a decision taken at a duly held meeting of the Board of Directors.

The deliberations of the Board of Directors shall be recorded in minutes in a special register to be signed by those members having taken part in the debate.

Copies and abstracts thereof shall be certified true by the Chairman, by the Vice-Chairman or by any two Directors.

In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the Board of Directors.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopy, or by phone, teleconferencing or any other suitable telecommunications media. A written resolution can be formulated in one document or in several separate documents having the same content.

Art. 14. The Board of Directors is vested with the most extensive powers to administrate and manage the Company and to fulfil its corporate purpose. Any powers not expressly reserved to the General Meeting by law or by the Articles of Association shall be within the competence of the Board of Directors.

Art. 15. The Board of Directors may delegate all or part of the daily management of the Company as well as the representation of the Company with regard to such daily management to:

- one or more of its members;
- one or more general managers, managers, attorneys in fact or agents chosen or not from among its members, and who need not be shareholders;
- to a management committee.

Where several general delegations of powers coexist, the Board of Directors shall determine their respective duties and powers.

The Board of Directors and the delegates to the daily management may within the framework of such daily management delegate special powers to any agent.

The Board of Directors may revoke delegations of powers and mandates mentioned in the above indents at any time.

It shall determine the duties, powers and compensation, whether set or variable, of those persons to whom it entrusts delegations or mandates.

Art. 16. As regards the representation of the Company, the joint signatures of any two Directors or of a Director and an attorney in fact are required.

The execution of some decisions of the Board of Directors as well as the daily management of the company may be entrusted to a Management Committee by unanimous decision of the Board of Directors. The Management Committee will be composed of two persons.

Heading IV. - Supervision, Control of the annual accounts

Art. 17. The supervision of the Company is entrusted to independent auditors.

They shall be appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and they may be removed at any time by the general meeting. The general meeting shall determine the number of independent auditors and their fees.

If the number of independent auditors falls, as a result of death or otherwise, to less than one half of the independent auditors appointed, the board of directors must immediately convene a general meeting in order to fill the vacancies.

The one or more auditors shall be eligible for re-election.

The independent auditors shall have unlimited power of supervision and control over all of the operations of the company. They may inspect, but not remove, the books, correspondence, minutes and, in general, all the records of the company.

The independent auditors are empowered in particular to:

- a) control the Company's activity;
- b) access to accounting records and any other documents of the Company;
- c) convene the General Meeting if required by the interests of the Company;
- d) participate to General Meeting;
- e) represent the Company in the proceedings in the courts and other authorities.

The control of the annual accounts and of the concordance of the management report with said annual accounts shall be ensured by the independent auditors. The independent auditors may arrange to be assisted by an expert for the purpose of verifying the books and accounts of the company.

Heading V. - General Meetings

Art. 18. The properly constituted General Meeting represent the shareholders of the Company. It has the most extensive powers to perform or ratify acts involving the Company.

The annual General Meeting shall in accordance with Luxembourg law convene at the registered office of the Company or at any other location within the township of the registered office as précised in the convening notice on the second Wednesday of March at 12.00 hours (am). If that day is a legal holiday, the meeting shall be held on the next following business day.

General Meetings, including the annual General Meeting, may be held abroad at any time when circumstances of force majeure shall occur, which shall be finally determined by the Board of Directors.

Art. 19. The Board of Directors may convene the General Meeting as often as it deems that the interests of the Company so require. It must convene said meeting so that it is held within one month from the time one or more shareholders representing at least one tenth of the corporate capital so require in writing indicating the agenda of the meeting.

Convening notices for any General Meeting shall contain the agenda of the meeting. They shall be given in accordance with legal provisions.

Convening notices shall not be necessary however when all shareholders are present or represented and declare having had foreknowledge of the agenda.

No matter other than those given in the agenda of the meeting may be subject to deliberation unless the shareholders representing the aggregate corporate capital unanimously decide to also debate other items.

Art. 20. A list of presence shall be drawn up at the time of every General Meeting.

Such list shall include the names and registered offices of those shareholders present or represented thereat and the number of shares held by each one of them. Such list shall be signed by all the shareholders present and the representatives of represented shareholders, and certified true by the Chairman.

Each member of the meeting shall be entitled to as many votes as those shares he holds and/or represents.

Art. 21. The General Meeting shall be presided over by the Chairman of the Board of Directors or, if he is prevented from attending, by the Vice-Chairman of the Board of Directors or, where both are prevented, by a Director designated by his colleagues.

The Chairman of the meeting chooses a secretary and the meeting designates two scrutinizers.

Where all the shareholders of the Company agree, the General Meeting may be held without forming a bureau. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who need not be shareholder.

Art. 22. Except where law or the present Articles of Association provide otherwise, the General Meeting may validly deliberate whatever the portion of the corporate capital represented, and decisions shall be taken by a simple majority of the votes expressed. The quorum of the General Meeting will be reached if more than half of the shareholders are present, unless otherwise provided by the Law. In such case, General Meetings of shareholders deliberate at the quorum and majority vote determined by the Law. The nationality of the company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the members and bondholders.

All directors may attend and speak in general meetings of shareholders.

Art. 23. The deliberations of General Meetings shall be recorded in minutes to be signed by the Chairman, the secretary and the scrutinizers of each meeting, as well as by the shareholders present thereat and the representatives of the represented shareholders who so require.

Copies and abstracts of such minutes shall be certified true by the Chairman, or by the Vice-Chairman or by any two Directors.

Art. 24. The General Meeting of shareholders shall have the widest powers to adopt or ratify any action relating to the Company and in particular the General Meeting is empowered to:

- a) the amendment of the Articles of Association,
- b) decide on the increase and decrease the share capital, to authorize the Board to increase the share capital and issue bonds,
- c) appoint and dismiss the Directors,
- d) determinate the fees of Directors,
- e) appoint and dismiss the independent auditors,
- f) determinate the fees of the independent auditors,
- g) approve the financial statements and other reports,
- h) give votes of approval,
- i) take resolution concerning the liquidation of the Company,
- j) and to take other decisions and resolutions resulting from the Law and the Articles of the Association.

Heading VI. - Financial year, Annual accounts, Profits, Allocation

Art. 25. The financial year shall begin on the 1st of January and end on the 31st of December of the same calendar year.

As at 31st December of each year, the Board of Directors shall draw up an inventory and prepare the annual a profit and loss account and a balance sheet in accordance with law.

The inventory and annual corporate accounts shall be subject to examination by the one or more independent auditors.

Art. 26. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

The net profit of the Company shall be divided as follows:

3. Five per cent (5%) at least will be transferred to the independent reserve. Such deduction shall only be made as it is legally mandatory.

4. The General Meeting may decide at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, in accordance with the Law.

Heading VII. - Liquidation

Art. 27. The General Meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, must agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by the members of the Board of Directors then in office, unless the General Meeting decides to appoint one or more liquidators.

The powers of the liquidators and the proceedings of the liquidation shall be governed by the provisions of the Law.

Heading VIII. - General provisions

Art. 28. The Law shall apply wherever not derogated from by the present Articles of Association.

Art. 29. The binding language version of the Articles of Association is English.

Transitional provisions

- 1) The first accounting year shall begin on the date of the formation of the company and shall terminate on 31 December 2012.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2013.

Subscription and Payment

All the sixty-two (62) shares are subscribed as follows;

- CFL Cargo, prenamed, thirty-one shares	31
- PKP CARGO International a.s., prenamed, thirty-one shares	31
Total: sixty-two shares	62

All the shares are entirely paid up in cash, so that the amount of thirtyone thousand euro (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of 10 August 1915, governing commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration's or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand euro (EUR 2,000).

Resolutions of the sole shareholder

Then, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at four (4).
2. The following persons are appointed as directors of the Company:
 - a) Mr Fernand Rippinger, Chief Executive Officer CFL cargo, born on 17th October 1954 in Esch-sur-Alzette, with professional address in 11, boulevard J.-F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette;
 - b) Mr Alain Blau, Chief Financial Officer CFL cargo, born on 10th April 1974 in Luxemburg, with professional address in 11, boulevard J.-F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette;
 - c) Mr Sylwester Pruchniewski, Commercial Director PKP CARGO International, born on 12th July 1970 in Ilawa, Poland, with professional address in Lazaretska 23, SK-81109 Bratislava;
 - d) Mrs Diana Batko-Wardecka, Dyrektor Biura Nadzoru Wlascielskiego, born on 30th November 1973 in Myslenice, Poland, with professional address in Grojecka 17, PL-02-221 Warszawa.
- 3° Is appointed as independent auditor:

Deloitte S.A., a company incorporated under Luxembourg law, with registered office at L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Number B 67.895.

4° The mandates of the directors shall expire immediately after the annual general meeting of the year 2016. The mandate of the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of the year 2013.

5° The registered office is fixed at 11, boulevard J.-F. Kennedy, L-4170 Esch-sur-Alzette.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing parties, this deed is worded in German followed by a English translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed is drawn up in Luxembourg, 9, place de la Gare, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with the notary, this original deed.

Gezeichnet: F. RIPPINGER, A. BLAU, K. MEGLITSCH, G. P. FINGAS und J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A. C., le 16 décembre 2011. LAC / 2011 / 56231. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 28. Dezember 2011.

Référence de publication: 2012000868/723.

(110211626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2011.

Finsbury Dials, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 131.210.

—
EXTRAIT

Changement de nom d'un associé:

La société ANGLO IRISH ASSURANCE COMPANY LIMITED a changé de nom le 14 octobre 2011 et porte désormais la dénomination suivante:

- IBRC ASSURANCE COMPANY LIMITED

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/01/2012.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2012006398/16.

(120006183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Finus SPF SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-5532 Remich, 8, rue Enz.
R.C.S. Luxembourg B 38.734.

—
Les comptes annuels clos au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012006399/10.

(120006484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Fleurs Holcher S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4810 Rodange, 1, rue du Clopp.
R.C.S. Luxembourg B 94.399.

—
Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FLEURS HOLCHER S.à r.l.

Référence de publication: 2012006402/10.

(120006938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

iii European Property SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 137.555.

—
Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Aktionärsversammlung (die „Versammlung“) der Gesellschaft vom 12. Dezember 2011

Die Versammlung wird eröffnet um 14:00 Uhr.

Als Vorsitzender der Versammlung amtiert Herr Holger Möller.

Zum Schriftführer wird bestellt Frau Uschi Wüstefeld.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Tobias Lochen.

.....

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, Deloitte S.A. als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur jährlichen Aktionärsversammlung, die im Jahre 2012 abgehalten wird, und bis Nachfolger ernannt und genehmigt sind, zu bestätigen.

.....

Référence de publication: 2012006862/18.

(120007732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2012.

Fleurs Schosseler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 5, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 112.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012006403/10.

(120006837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Flinders International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt.

R.C.S. Luxembourg B 130.281.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2012006404/10.

(120006196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Floripes Petit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4581 Differdange, 74, rue de l'Hôpital.

R.C.S. Luxembourg B 145.189.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FLORIPES PETIT S.à r.l.

Référence de publication: 2012006405/10.

(120006937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2012.

HOPI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 124.629.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Novembre 2011 que:

- L'assemblée accepte la démission de Monsieur Riccardo MORALDI de sa fonction d'administrateur et Président.
- L'assemblée accepte la démission de Monsieur Michele CANEPA de sa fonction d'administrateur.
- L'assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur et Président Madame Laurence BARDELLI, employée privé, née à Villerupt (France) le 08 décembre 1962 et demeurant professionnellement à Luxembourg 40, avenue de la Faïencerie L-1510.
- L'assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur Monsieur Bertrand MICHAUD, administrateur de sociétés, né à Paris (France) le 21 novembre 1961 et demeurant professionnellement à Luxembourg 3, rue Belle Vue, L-1227.
- L'assemblée décide de nommer en tant qu'administrateur Monsieur Cristian CORDELLA, employé privé, né à Lecce (Italie) le 20 février 1981 et demeurant professionnellement à Luxembourg 40, avenue de la Faïencerie L-1510.
- Il résulte d'un transfert de siège que la société SER.COM, commissaire, s.à.r.l. est désormais domiciliée au 19 Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Les mandats des administrateurs et du Commissaire prendront fin lors de l'Assemblée Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 décembre 2011.

Référence de publication: 2012007695/24.

(120008083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2012.